

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2025



Chaque contribution fait grandir la nation



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS



BUDGET CITOYEN

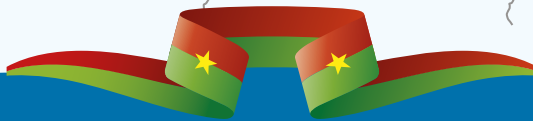
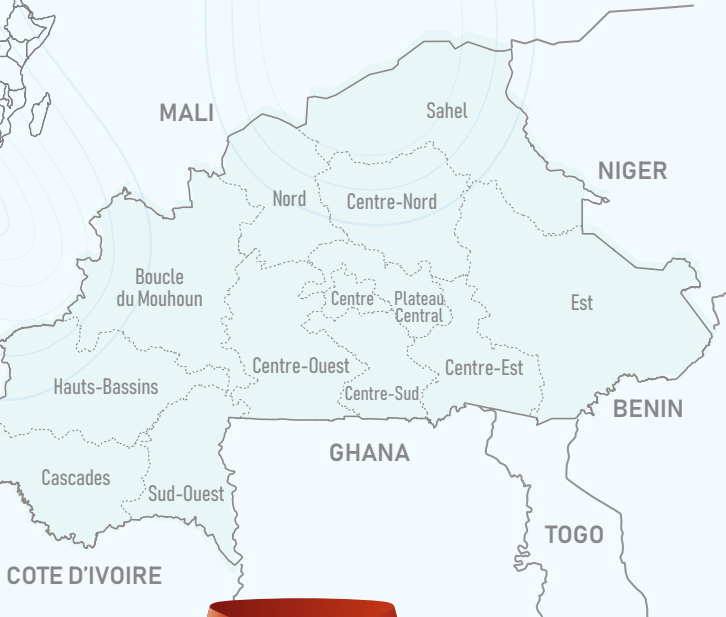
LOI DE FINANCES 2025

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS



Le **Burkina Faso** est un pays d'Afrique de l'Ouest, entouré par le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. À un tournant décisif de son histoire, avec une population jeune et dynamique le Burkina Faso aspire à la **paix**, à la **justice** et à la **prosperité**.



Superficie
274 000 Km²



Langue officielle
Langues nationales



Langues de travail
français et anglais



Capitale
Ouagadougou



Population
24 070 553 habitants
(source RGPH 2019)



Hymne national
Ditanyè
(Hymne de la victoire)



Monnaie
Franc CFA

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BCEAO Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BRICS Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

CGI Code général des impôts

CNT Conseil national de la transition

COMFIB Commission des finances et du budget

CU Centre universitaire

DGB Direction générale du budget

DGEP Direction générale de l'économie et de la planification

DGESS Direction générale des études et des statistiques sectorielles

DPPD Document de programmation pluriannuelle des dépenses

FCFA Franc de la communauté financière africaine

FDS Forces de défense et de sécurité

FECC Facilité élargie de crédit

FMI Fonds monétaire international

HIMO Haute intensité de main-d'œuvre

IBP International budget partnership

IUTS Impôt unique sur les traitements et salaires

IS Impôt sur les sociétés

MARAH Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques

MEBAPLN Ministère de l'enseignement de base, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales

MEEA Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement

MEF Ministère de l'économie et des finances

MESRI Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

MICA Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat

MID Ministère des infrastructures et du désenclavement

MS Ministère de la santé

MSJE Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi

PA-SD Plan d'action pour la stabilisation et le développement

PDI Personnes déplacées internes

PPP Partenariat public-privé

TVA Taxe sur la valeur ajoutée

UEMOA Union économique et monétaire ouest africaine

UNZ Université Norbert Zongo

USD United States dollar

UTS Université Thomas Sankara

VDP Volontaires pour la défense de la patrie

AVANT-PROPOS



Simplifier le contenu du budget de l'Etat pour le rendre accessible.”

La transparence est un principe fondamental de la gestion des finances publiques. Elle exige de rendre public en temps opportun et de façon systématique l'ensemble des informations et données budgétaires. Ce principe est un droit du citoyen consacré par la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789. En effet, l'article 14 de ladite déclaration dispose que « tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ».

Au Burkina Faso, ce principe est édicté par la loi N°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques et traduit dans le pilier III « *Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance* » du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD).



**REFONDER L'ETAT
ET AMÉLIORER LA
GOUVERNANCE**





Dans ce sens, le Gouvernement élabore chaque année un document d'information au profit du citoyen, dénommé « Budget citoyen », dont le but est de simplifier le contenu du budget de l'Etat pour le rendre accessible. Cette simplification du budget permet au citoyen de s'en approprier afin de pouvoir exercer pleinement son rôle de contrôle et de veille citoyenne conféré par la constitution du 02 juin 1991.

L'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2025 s'est déroulée dans un contexte national marqué par l'intensification des actions de reconquête du territoire à travers la réorganisation des forces combattantes (les forces de défense et de sécurité et les volontaires pour la défense de la patrie) sur les théâtres des opérations et le renforcement de leurs capacités opérationnelles.

Le présent budget citoyen 2025 met en exergue les efforts du Gouvernement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'eau, de l'assainissement, de l'emploi, de la formation professionnelle, des infrastructures, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il met également en relief les allocations budgétaires au profit du secteur de la défense et de la sécurité. Pour relever ces nombreux défis, des efforts supplémentaires ont été demandés aux régies de recettes pour augmenter de manière substantielle les ressources propres du budget de l'Etat. En matière de dépenses, l'accent a été mis sur les dépenses prioritaires.

Chaque citoyen est donc interpellé à un sursaut patriotique à travers l'accomplissement de son devoir fiscal, gage de mobilisation des recettes du budget de l'Etat.

“Chaque citoyen est interpellé à un sursaut patriotique”

J'invite également les départements ministériels et les institutions à veiller à l'utilisation rationnelle et efficace de leurs ressources pour l'atteinte des résultats attendus.

A chaque édition, le budget citoyen aborde un thème pour faciliter la compréhension de l'action publique par le citoyen. La thématique abordée dans le présent budget citoyen porte sur « **les acteurs de l'élaboration du budget de l'Etat et leurs rôles** ». Ce choix a été guidé par la nécessité de présenter aux citoyens les différents acteurs qui interviennent dans le processus d'élaboration de la loi de finances ainsi que leurs rôles.

Pour une large dissémination des informations et des données du budget de l'Etat, exercice 2025 à l'ensemble de la population, le budget citoyen est traduit en plusieurs langues nationales et diffusé à travers tout le territoire.

Je vous en souhaite un bon usage !

Le Ministre de l'Economie et des Finances





BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

SOMMAIRE

- 5 Sigles et abréviations
- 6 Avant-propos
- 11 Généralités sur le budget et quelques dispositions de la loi de finances, exercice 2025
- 23 Contexte, hypothèses d'élaboration et priorités du budget de l'Etat, exercice 2025
- 31 Présentation du budget de l'Etat, exercice 2025
- 41 Inscriptions spécifiques dans certains secteurs au titre du budget de l'Etat, exercice 2025
- 97 Mesures d'accompagnement pour une bonne exécution du budget de l'Etat, exercice 2025
- 99 Thématique abordée dans le budget citoyen 2025
- 104 Conclusion
- 105 Annexes

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.





BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

01

**GENERALITES SUR LE BUDGET ET
QUELQUES DISPOSITIONS DE LA LOI
DE FINANCES, EXERCICE 2025**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

Cette partie présente des notions de base pour une bonne compréhension du budget de l'Etat par le citoyen, les fondements juridiques qui sous-tendent son élaboration, les grandes étapes du processus d'élaboration du budget et quelques dispositions de la loi de finances, exercice 2025.



NOTIONS DE BASE

Allocation budgétaire : montant inscrit dans le budget et destiné à la prise en charge d'une ou de plusieurs dépenses publiques.

Arbitrage budgétaire : processus suivant lequel les ressources budgétaires sont réparties entre les différents ministères et institutions en tenant compte de la capacité financière et des priorités du Gouvernement.

Assiette fiscale : ensemble des éléments qui servent de base de calcul de l'impôt.

Autorisations d'engagement (AE) : limite supérieure des dépenses pouvant faire l'objet de contrat ou de convention au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Budget de l'Etat : partie chiffrée de la loi de finances qui présente d'une part, les ressources de l'Etat et d'autre part, les activités retenues et les montants prévus pour les mettre en œuvre au cours d'une année donnée.



Il est important de souligner que le budget de l'Etat n'est pas de l'argent disponible pouvant être immédiatement utilisé pour couvrir les dépenses. En effet, les recouvrements de recettes se font durant toute l'année budgétaire et les dépenses sont exécutées progressivement en tenant compte du niveau de la trésorerie.

Cadrage budgétaire : processus consistant à dégager les prévisions de ressources globales et à les allouer à la réalisation des objectifs de développement définis par les référentiels nationaux de développement. Il est effectué chaque année et couvre une période minimale de trois (03) ans.

Charges financières de la dette : ensemble des dépenses de l'Etat consacrées au paiement des intérêts et autres charges liées à la dette.

Choix stratégiques budgétaires : options visant à orienter l'allocation des ressources principalement vers les secteurs retenus par le Gouvernement comme prioritaires.



Compte d'affectation spéciale (CAS) : compte du Trésor dans lequel une dépense spécifique est couverte par une recette particulière. Il est une exception au principe de l'universalité budgétaire qui veut que l'ensemble des recettes finance l'ensemble des dépenses, sans qu'il ne soit établi une relation entre certaines dépenses et certaines recettes.

Conférences budgétaires : Cadres d'échanges avec les ministères et institutions sur les résultats issus de l'examen de leurs propositions de budget afin de s'assurer de leur cohérence avec les priorités nationales, les ressources disponibles ainsi que les orientations techniques contenues dans la circulaire du Président de Faso cadre .

Crédits de paiement (CP) : ressources financières prévues pour prendre en charge une dépense au cours d'un exercice budgétaire.

Critères de convergence de l'UEMOA : indicateurs économiques assortis de normes que les Etats membres de l'UEMOA doivent respecter dans l'élaboration et la conduite des politiques de développement pour l'atteinte des objectifs de l'Union. Il existe deux (02) types de critères : les critères de premier rang dont le respect est obligatoire et ceux de second rang constituant des repères structurels indicatifs.

Dépenses en atténuation des recettes : dépenses destinées au remboursement de certaines recettes indûment perçues par l'Etat.

Dettes publiques bilatérales : emprunts contractés par un Etat auprès d'un autre Etat.

Dettes publiques intérieures : ensemble des créances détenues par les agents économiques résidents d'un Etat sur cet Etat. Elle regroupe les dettes que l'Etat doit payer à des personnes physiques ou morales résidentes en contrepartie des prestations effectuées sur la base de contrats, de conventions ou toute autre forme d'engagement.

Dettes publiques multilatérales : emprunts contractés par un Etat auprès des institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, Banque africaine de développement, etc.).

Document de programmation pluriannuelle des dépenses : document retraçant les dépenses prévues sur trois ans des ministères et institutions sur la base des orientations de la circulaire budgétaire.

Don programme : aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers et non affectée préalablement à une dépense spécifique.

Don projet : aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers, octroyée à un Etat pour la mise en œuvre d'un projet de développement préalablement défini.

Emprunt obligataire : financement alternatif que l'Etat reçoit sous forme de prêt au cours d'un exercice budgétaire à travers l'émission d'obligations du Trésor (créances remboursables) pour combler le déficit budgétaire. Les remboursements se font à moyen ou long terme.

Encours de la dette : stock de la dette à une date donnée devant être remboursé par l'Etat.

Epargne budgétaire : différence positive entre les recettes ordinaires et les dépenses ordinaires. Elle matérialise le fait que les recettes ordinaires soient supérieures aux dépenses ordinaires et traduit la capacité de l'Etat à financer ses investissements après couverture de ses dépenses ordinaires. Dans le cas où cette différence est négative, on parle d'impasse budgétaire.

Impôt : prélèvement obligatoire effectué par la publique (l'Etat et les Collectivités territoriales) sur les ressources des personnes vivant sur le territoire ou y possédant des intérêts, sans contrepartie déterminée, à titre définitif, en vue de faire face aux charges de l'Etat ou de la Collectivité.

Inflation : augmentation du niveau général des prix des biens et services. Lorsqu'il y a inflation, le pouvoir d'achat diminue.

Loi de finances : acte législatif par lequel le Parlement autorise le Gouvernement à recouvrer les recettes (impôts, taxes...) et à exécuter des dépenses sur une année

budgétaire. Au Burkina Faso, l'année budgétaire coïncide avec l'année civile (1er janvier au 31 décembre).

Loi de finances initiale (LFI) : première loi de finances votée par le Parlement au titre d'une année.

Loi de finances rectificative (LFR) : loi de finances qui modifie en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale.

Loi de règlement : loi qui intervient après la clôture de l'exécution du budget et arrête le montant définitif des recettes et des dépenses ainsi que les résultats budgétaires (déficit ou excédent) qui en découlent.

Partenariat public privé (PPP) : contrat administratif à travers lequel l'Etat ou ses démembrements (Collectivités, Entreprises publiques, etc.) confie à un partenaire privé pour une durée donnée une mission consistant (i) à la réalisation, à l'aménagement, à la réhabilitation ou à l'acquisition d'un ouvrage (ii) à la gestion ou à l'exploitation d'un service (iii) au financement de tout ou partie de la mission confiée. Suivant le mode de rémunération, il en existe deux catégories :

- **PPP à paiement par les usagers**, pour lesquels la rémunération du partenaire privé provient directement des paiements effectués par les citoyens qui utiliseront les biens et services fournis ;
- **PPP à paiements publics**, qui concernent les projets pour lesquels

l'Etat ou ses démembrements effectuent des paiements (loyers) au partenaire privé à concurrence du montant qu'il a investi.

Produit intérieur brut (PIB) : valeur de tous les biens et services produits dans le pays au cours d'une année.

Ratio «massesalariale/recettesfiscales» : rapport entre la masse salariale et les recettes fiscales. Il traduit la part des recettes fiscales consacrée au paiement des salaires des agents publics. Il constitue un des critères de convergence de second rang de l'UEMOA.

Redevance : prélèvement obligatoire à l'occasion d'une opération de service public. Elle est la contrepartie monétaire d'un service rendu.

Service de la dette : montant du principal de la dette remboursé ou à rembourser et les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions, frais, etc.) payées ou à payer pendant une période donnée.

Solde budgétaire global : différence entre les recettes totales et les dépenses totales du budget de l'Etat. Lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes de l'année, on parle de « déficit budgétaire ». Si les dépenses sont inférieures aux recettes de l'année, on parle d'« excédent budgétaire ». En cas d'égalité entre les dépenses et les recettes de l'année, on parle d'« équilibre budgétaire ».

Système d'exercice : rattachement des opérations de recettes et de dépenses à l'année à laquelle elles ont été autorisées indépendamment de l'année au cours de laquelle elles sont effectivement exécutées.

Taux de pression fiscale : rapport entre les recettes fiscales et le PIB nominal d'un pays. Il mesure le poids des impôts dans l'économie. Il constitue un des critères de convergence de second rang de l'UEMOA.

Taxation d'office : procédure permettant à l'administration fiscale d'imposer un contribuable sur la base des informations dont elle dispose. Elle s'applique en cas d'absence de souscription ou de souscription tardive des déclarations qui doivent permettre d'établir le montant exact de l'impôt.

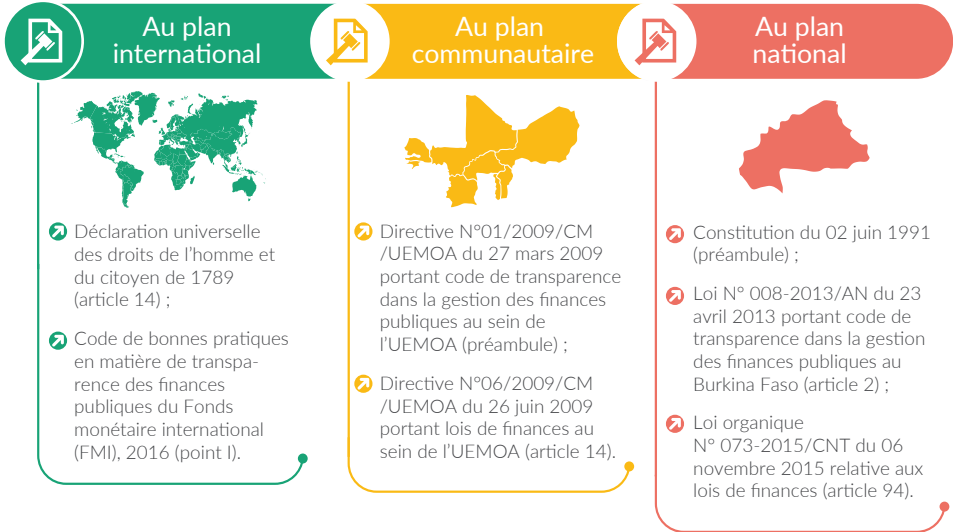
Transferts courants : appuis financiers octroyés par l'Etat aux établissements publics de l'Etat, aux collectivités territoriales, aux associations, aux ménages, etc. Ils prennent également en compte la contribution de l'Etat aux organismes internationaux dont le pays est membre.

Transferts en capital : paiements sans contrepartie aux entreprises ou ménages pour les aider à acquérir des biens en capital (investissements) ou pour les indemniser de la perte ou de l'endommagement de biens en capital. Ils prennent en compte les participations de l'Etat au capital de certaines entreprises.



II FONDEMENTS JURIDIQUES DE L'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN

L'élaboration du budget citoyen est régie par plusieurs textes juridiques au plan international, communautaire et national dont les principaux se présentent comme suit :



III GRANDES ETAPES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Le budget de l'Etat est élaboré conformément à un calendrier budgétaire annuel. Le processus d'élaboration du budget de l'année suivante démarre dès le mois de janvier de l'année en cours avec la définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires. Il peut s'étendre jusqu'au mois de décembre avec la promulgation de la loi de finances par le Président du Faso en passant par les conférences budgétaires au niveau du Gouvernement et l'examen suivi du vote au niveau du Parlement.

PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET



CADRAGE BUDGETAIRE

01

JANVIER - JUIN

- ▶ Définition des priorités et choix stratégiques budgétaires ;
- ▶ Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) ;
- ▶ Détermination des enveloppes par ministère et institution ;
- ▶ Elaboration et notification de la circulaire aux ministères et institutions ;
- ▶ Elaboration des DPPD par les ministères et institutions.



CONFÉRENCES BUDGÉTAIRES

02

JUIN - SEPTEMBRE

- ▶ Examen technique des DPPD par le ministère en charge des finances ;
 - ▶ Arbitrage des DPPD des ministères et institutions ;
- ▶ Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Conseil des ministres.



VOTE

03

SEPTEMBRE - DECEMBRE

- ▶ Dépôt du projet de loi de finances au Parlement ;
 - ▶ Examen du projet de loi de finances ;
 - ▶ Adoption du projet de loi de finances.



PROMULGATION

04

DECEMBRE

- ▶ Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso.



IV DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES, EXERCICE 2025

Les dispositions encadrant la gestion budgétaire et les nouvelles dispositions fiscales au titre de l'exercice 2025 sont abordées dans cette partie.

1- Dispositions encadrant la gestion budgétaire

La gestion budgétaire est régie par un certain nombre de dispositions portant aussi bien sur les recettes que sur les dépenses.



a- En matière de recettes

(articles 3, 5, 9 et 11 de la LFI 2025)

- « Aucune recette, quel que soit son budget d'imputation ou sa destination, ne peut être perçue si elle n'est autorisée par un texte législatif ou réglementaire pris sur proposition ou avec l'accord préalable du ministre chargé des finances... » ;

- « Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement régulier des recettes dont le recouvrement leur est confié.

Est considéré comme un détournement de deniers publics et passible de poursuites administratives et judiciaires, le non reversement des ressources collectées au Trésor public dans les délais réglementaires » ;

- « Toute recette perçue peut faire l'objet de remboursement à condition que le redevable fasse la preuve que le paiement indu, total ou partiel, est le fait de l'administration.

La demande de remboursement est adressée au ministre chargé des finances sous couvert du comptable ayant encaissé la recette et après avis conforme du comptable principal de l'Etat compétent... » ;

- « Pour toute somme due à l'Etat au titre des prêts et avances non réglés à l'échéance, le redevable est tenu de payer une pénalité de retard au taux de refinancement appliqué au Trésor public par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Cette pénalité de retard n'est applicable que pour les prêts et avances pour lesquels la convention signée entre l'Etat et le bénéficiaire ne prévoit aucun intérêt moratoire, aucun intérêt de retard et aucune pénalité de retard.

Le montant minimum à percevoir par le Trésor public au titre de ces pénalités est fixé à cent mille (100 000) francs CFA ».



b- En matière de dépenses

(articles 65, 66, 67, 68 et 71 de la LFI 2025)

- « Les ordonnateurs et leurs délégués sont pécuniairement, personnellement et civilement responsables des dépenses exécutées sans engagement préalable.

Il est interdit, sous peine de forfaiture, aux ordonnateurs et à tout fonctionnaire de prendre, en violation de la disposition prévue à l'alinéa précédent, des mesures ayant pour objet d'engager ou d'exécuter des dépenses en dépassement des crédits ouverts. Les dépenses engagées ou exécutées dans de telles conditions sont mises à la charge du responsable.

Les crédits ouverts au budget de l'Etat, à l'exception de ceux de la charge financière de la dette, constituent des autorisations maximales et non des obligations de dépenses » ;

- « Les débloques de fonds doivent faire l'objet de justifications aux ordonnateurs des budgets des départements ministériels et institutions, des comptes spéciaux du Trésor et des budgets annexes dans les formes réglementaires suivant les délais fixés par les décisions de déblocage » ;
- « Sauf exception prévue par la réglementation, tout acte réglementaire, contrat, marché, convention, instruction

ou décision émanant des institutions et des départements ministériels et de nature à avoir des répercussions sur les finances de l'Etat doit, sous peine de nullité de ses effets sur le plan budgétaire, être revêtu du visa du contrôleur financier ou en ce qui concerne le ministère chargé de la défense, du visa du contrôleur des forces armées...

Toute prestation effectuée en dehors de ces formes réglementaires est considérée comme un acte d'ordre privé entre la personne qui a effectué la commande et le fournisseur. Dans ce cas, aucun recours auprès de l'administration n'est recevable » ;

- « Le règlement des fournitures d'eau, d'électricité et de téléphone s'effectue suivant les consommations réelles de l'administration sur la base des seuls abonnements officiels de l'Etat.

Seules les factures afférentes aux listes des abonnements officiels de l'Etat font l'objet de règlement sur le budget de l'Etat.

Les prestataires de services sont tenus de résilier tout contrat ne figurant pas sur les listes des abonnements officiels de l'Etat, sous peine d'en supporter à leurs dépens les factures » ;

- « L'exécution du budget des Etablissements publics de l'Etat (EPE) et de leurs opérations financières ainsi que l'exécution des budgets des services spécifiques recevant des subventions du budget de l'Etat sont soumises au visa préalable du contrôleur financier de l'Etat, sauf si l'établissement bénéficie d'une dérogation expresse conformément aux dispositions légales en vigueur ».

2- Nouvelles dispositions fiscales

Les mesures fiscales nouvelles introduites par la loi de finances initiale, exercice 2025 portent entre autres sur :

> Les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale

- **Application de la taxe sur la valeur ajoutée aux ventes et prestations de services effectuées à travers des plateformes de commerce électronique**

Les opérateurs de ces plateformes ont désormais l'obligation de collecter et de reverser la TVA sur les opérations réalisées sur lesdites plateformes.

- **Obligation de soumission à la formalité de l'enregistrement des contrats de droit privé passés entre entreprises pour des travaux immobiliers**

Les contrats de travaux immobiliers d'au moins **500 000 000 FCFA** passés entre les acteurs privés sont désormais soumis à la formalité de l'enregistrement au droit fixe de **6 000 FCFA**. Cette mesure permet à l'administration d'avoir le renseignement en vue de s'assurer de l'exactitude des déclarations qui sont produites.

> Les mesures d'amélioration du rendement de l'impôt

- **Rehaussement du droit de timbre sur les dépôts en espèces**

Pour compter du 1^{er} janvier 2025, le montant du droit de timbre de quittance passe de **50 FCFA à 100 FCFA**. Cette mesure va entraîner un gain de recettes de **7 944 100 000 FCFA** au profit du budget de l'Etat.

- **Consécration d'un droit de timbre de 15 000 FCFA à tous les certificats et attestations d'exonération et rehaussement du droit de timbre de l'autorisation de port d'armes à feu**

Le droit de timbre de **15 000 FCFA** est élargi à tous les attestations et certificats d'exonération délivrés par l'administration fiscale. Aussi, le droit de timbre de **10 000 FCFA** applicable à l'autorisation de port d'armes à feu a été rehaussé à **25 000 FCFA**.

> Les mesures d'ajustements techniques

• Institution de la facture électronique certifiée

La facture électronique certifiée est éditée par un système électronique certifié de facturation homologué par l'administration fiscale. Cette nouvelle forme de facturation permet d'élargir l'assiette fiscale sans création de nouvelles taxes, de capter le potentiel fiscal du pays et d'accroître durablement les recettes fiscales, de lutter contre la fraude et le faux.

> Les mesures de faveurs fiscales

• Réduction du taux de la retenue à la source sur les sommes versées aux entreprises de travail temporaire (gardiennage, sécurité...) qui passe de 5% à 2%.

• Réduction du taux de la retenue à la source libératoire sur les sommes versées aux personnes morales relevant du régime non déterminé (ces types de prestataires constitués majoritairement d'associations, de coopératives, de fondations, d'ONG, etc) qui passe de 20% à 5% .

• Exonération de l'essence d'aviation et du carburéacteur de la TVA et l'application d'un taux réduit de TVA de 10% au transport aérien national

En vue d'accompagner le secteur du transport aérien national et de rendre plus accessible ce mode de transport aux citoyens, il est institué une exonération de la TVA sur l'essence d'aviation et le carburéacteur et une réduction de la TVA sur le transport aérien national qui passe de 18% à 10%.

• Reconstitution de l'exonération des commandes publiques relatives à l'acquisition de semences et d'intrants agricoles, de matériels et services agricoles et vivres auprès des sociétés coopératives

Le législateur a reconduit cette exonération pour l'année 2025, en vue d'accompagner le secteur de l'agriculture pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire.



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

02

**CONTEXTE, HYPOTHESES
D'ELABORATION ET PRIORITES DU
BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.



I CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Le contexte économique et social dans lequel s'est élaboré le budget de l'Etat, exercice 2025 a été marqué entre autres :

AU PLAN INTERNATIONAL ET REGIONAL PAR

- la quasi-stagnation de la croissance mondiale et l'incertitude sur l'inflation en 2024 ;
- le ralentissement de la croissance économique dans les BRICS en 2024 ;
- la crise russo-ukrainienne ;
- les tensions géostratégiques ;
- la poursuite du dynamisme de l'activité économique et la persistance de l'inflation en Afrique ;
- la poursuite de la dynamique de la croissance dans l'UEMOA ;
- la situation socio-politique de la sous-région Ouest Africaine notamment la sortie du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO et la création de la Confédération « Alliance des Etats du Sahel (AES) ».



La croissance économique mondiale se situerait à **3,2% en 2024** après **3,3% en 2023**.

AU PLAN NATIONAL PAR

- la situation sécuritaire difficile ;
- le contexte socio-politique transitoire ;
- la dynamique de la reconquête du territoire ;
- la perspective d'une campagne agricole favorable.



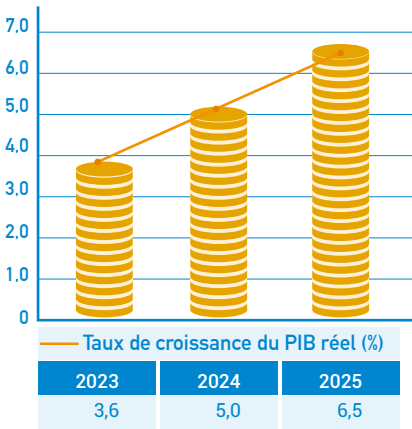
La croissance économique nationale est attendue en accélération à **5,0% en 2024** après un niveau de **3,6% en 2023**.



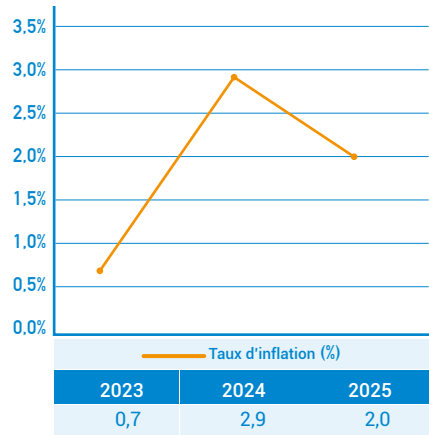
II HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Les principales hypothèses qui sous-tendent l'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2025 portent sur l'évolution du taux de croissance économique, des cours de certaines matières premières, du taux d'inflation, du taux de change du dollar US ainsi que la production nationale de céréales. Ces hypothèses sont présentées à travers les graphiques ci-après :

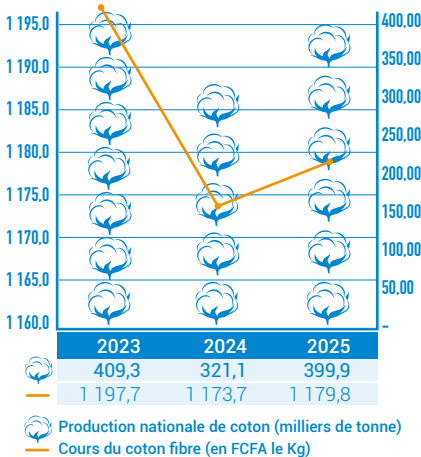
Evolution du taux de croissance du PIB réel



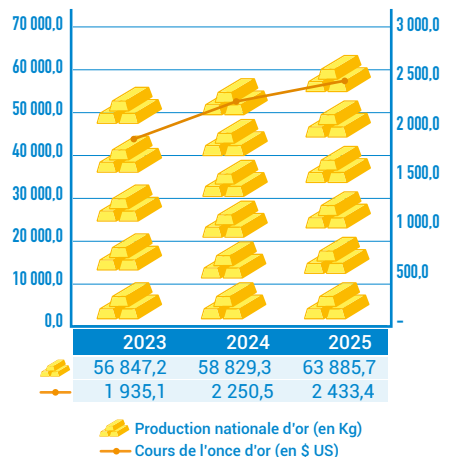
Evolution du Taux d'inflation (%)



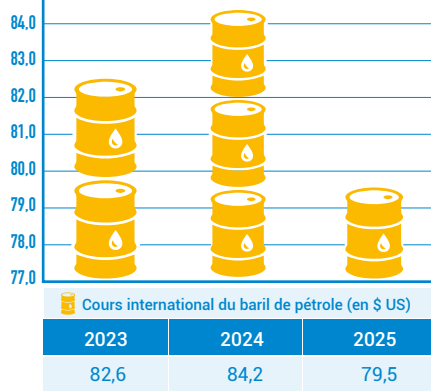
Evolution de la production et du cours du coton



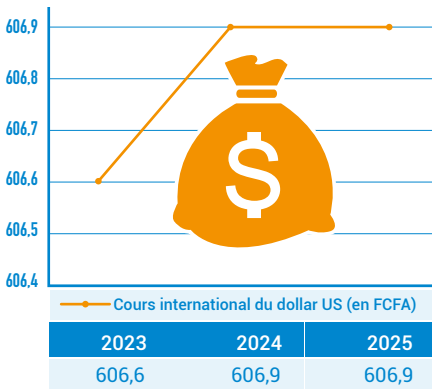
Evolution de la production et du cours de l'or



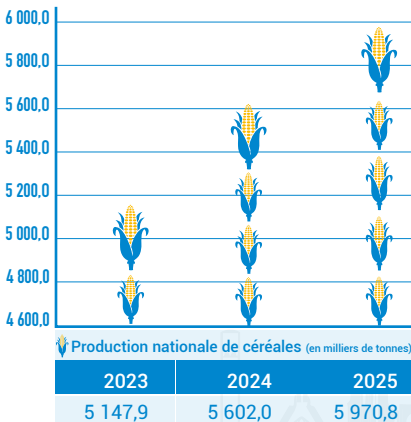
Evolution du cours international du baril de pétrole



Evolution du cours du dollar



Production nationale de céréales (milliers de tonnes)



III - PRIORITES RETENUES POUR L'ANNEE 2025

Les priorités du budget de l'Etat, exercice 2025 découlent essentiellement du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) qui est bâti autour de quatre (04) piliers. Par pilier, ces priorités se déclinent comme suit :

PILIER 1



↳ Lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité du territoire

La dynamique de la reconquête du territoire engagée dans le cadre de lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité du territoire demeure l'une des priorités à consolider.

C'est pourquoi à travers le pilier 1 du PA-SD, les ambitions affichées dans la conduite de l'action publique restent la libération des zones occupées par les groupes terroristes et la création de conditions sécuritaires favorables au retour de l'Administration et des populations dans ces zones.

Ainsi, les effets de politique devraient se traduire entre autres par :

- une amélioration du taux de maillage du territoire en services de sécurité opérationnels projeté à **77,0%** en 2025 contre 69,2% en 2023 ;

- une baisse de l'indice global d'insécurité à moins de **1** en 2025 contre 1,1 en 2021 et de l'indice global de terrorisme de 6,8 en 2019 à **2,0** en 2025 ;
- une amélioration de la proportion des collectivités territoriales dont les services publics essentiels sont fonctionnels de 40,0% en 2020 à au moins **50,0%** en 2025.
- porter à **75,0%** au moins par an, le taux d'exécution du Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

PILIER 2



➤ Répondre à la crise humanitaire

Face au défi humanitaire consécutif à l'insécurité et aux aléas climatiques auquel le Burkina Faso fait face, le Gouvernement entend maintenir l'élan de consolidation des actions de résilience à ces chocs, tout en améliorant les conditions de vie des populations.

C'est pourquoi, à travers le deuxième pilier du PA-SD, la mise en œuvre des actions prioritaires visent entre autres à :

- porter à **50,0%** en 2025, la proportion des PDI volontairement retournées, intégrées ou réinstallées ;
- porter à **75,0%** en 2025, la proportion des formations sanitaires fermées remises en fonction dans les zones à fort défi sécuritaire ;

PILIER 3



➤ Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance

Le 3ème pilier du PA-SD vise à améliorer les différents domaines de gouvernance, à consolider la dynamique du développement du capital humain pour tirer pleinement profit du dividende démographique et à maintenir l'élan de relance économique, sous l'impulsion de plusieurs initiatives présidentielles, en vue de répondre efficacement aux besoins des populations.

Ainsi, en matière d'amélioration de la gouvernance, les effets attendus sont les suivants :

- améliorer l'indice de perception de la corruption de 40,0% en 2020 à **45,0%** en 2025 ;
- réduire le temps moyen de traitement des affaires de flagrant délit de 65 jours en 2021 à **45 jours** en 2025 ;

- porter la part du budget de l'Etat transférée aux collectivités territoriales de 15,0% en 2021 à **18,0%** en 2025 ;
- créer au moins **50 000** emplois décents par an à travers l'exécution de projets et programmes d'employabilité des jeunes, d'autonomisation des femmes et des jeunes filles afin d'exploiter au mieux le potentiel démographique du pays ;
- porter la part de l'industrie manufacturière dans le PIB à **12%** en 2025 ;
- porter la proportion de pistes rurales aménagées de 35,5% en 2021 à **42%** en 2025 et celle des routes bitumées de 28,1% en 2021 à **34,4%** en 2025 ;
- porter la puissance électrique installée de 740 MW en 2021 à **1500 MW** en 2025.

PILIER 4



➤ Œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale

Dans le but de recoudre le tissu social mis à mal par les préjugés, les rancœurs et les accusations d'une part, et de rétablir le légendaire vivre-ensemble des burkinabè d'autre part, le Gouvernement entend à travers le pilier 4 du PA-SD, poursuivre le chantier de la réconciliation nationale.

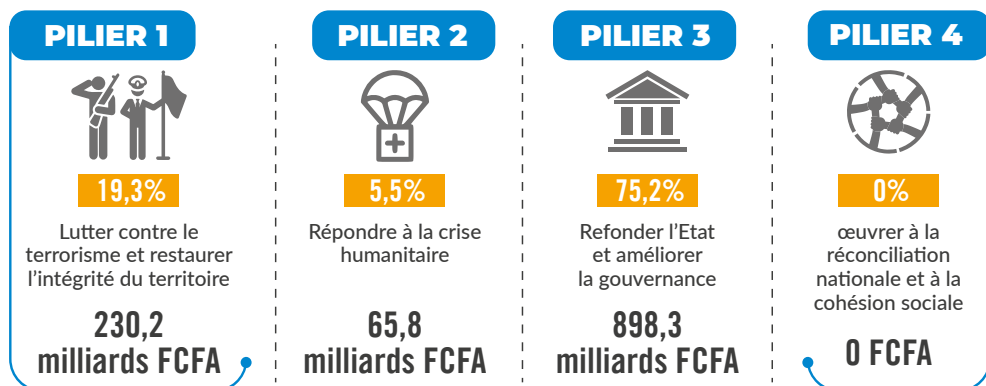
Dans cette optique, les ambitions affichées restent :

- la baisse du nombre des conflits intra religieux de 18 en 2020 à **5** en 2025 et du nombre de conflits inter-religieux de 9 en 2020 à **2** en 2025 ;
- l'amélioration du taux de satisfaction global de la population vis-à-vis de la justice de **57%** en 2025 contre 52,1% en 2019.



Au titre de l'année 2025, la répartition par pilier du PA-SD des prévisions des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat, d'un montant de **1 194,3** milliards FCFA, se présente comme suit :

PLAN D'ACTION DE LA TRANSITION



NB : Au titre du pilier 4, aucune dépense d'investissement n'a été programmée pour 2025. Les activités programmées au titre de ce pilier sont prises en charge au niveau des autres natures de dépenses (acquisition de biens et services et transferts courants). En effet, l'essentiel des actions concerne les réformes visant le renforcement du dialogue inter-religieux et interculturel, la prévention et la gestion des conflits communautaires, l'accélération du traitement des dossiers pendant en justice. Toutefois, certains investissements structurants dans les trois autres piliers concourent à réduire les inégalités de développement communautaire et géographique afin de prévenir les actes et actions qui peuvent mettre en péril la cohésion et le vivre ensemble.



Trésor Public

BANQUE DE DÉPÔTS
DU TRÉSOR



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

03

**PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT,
EXERCICE 2025**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

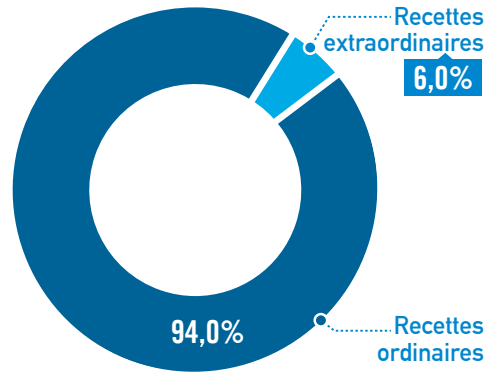
I- EN RECETTES

De quoi se composent les recettes du budget de l'Etat, exercice 2025 ?

En 2025, les recettes du budget de l'Etat se composent de :

- **94,0% de recettes ordinaires** (recettes fiscales et recettes non fiscales), soit **2 962,0 milliards FCFA** ;
- **6,0% de recettes extraordinaires** (dons projets), soit **187,8 milliards FCFA**.

Répartition des prévisions de recettes budgétaires 2025 par source



Comment ont évolué les recettes du budget de l'Etat entre 2024 et 2025 ?

Les recettes du budget de l'Etat ont augmenté de **119,1 milliards FCFA** entre 2024 et 2025, soit **+3,9%**.

RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT EN 2024 (LFR)



3 030,6 milliards FCFA

+3,9%



RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT EN 2025

3 149,8 milliards FCFA

D'où proviendront les recettes du budget de l'Etat, exercice 2025 ?

Les recettes du budget de l'Etat proviendront des :

RECETTES FISCALES

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), Impôt sur les sociétés (IS), Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), droits de douane, etc.

2 684,1 milliards FCFA

Produits financiers

Intérêts des placements dans les institutions financières, gains de change, etc.

1,5 milliards FCFA

RECETTES NON FISCALES

Amendes et condamnations pécuniaires, droits et frais administratifs, etc.

276,4 milliards FCFA

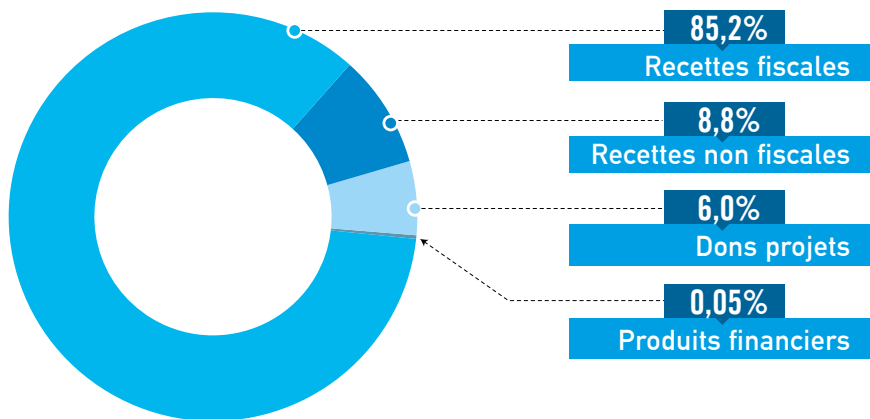
DONS PROJETS

Fonds octroyés par les partenaires financiers pour la réalisation de projets d'investissements bien ciblés

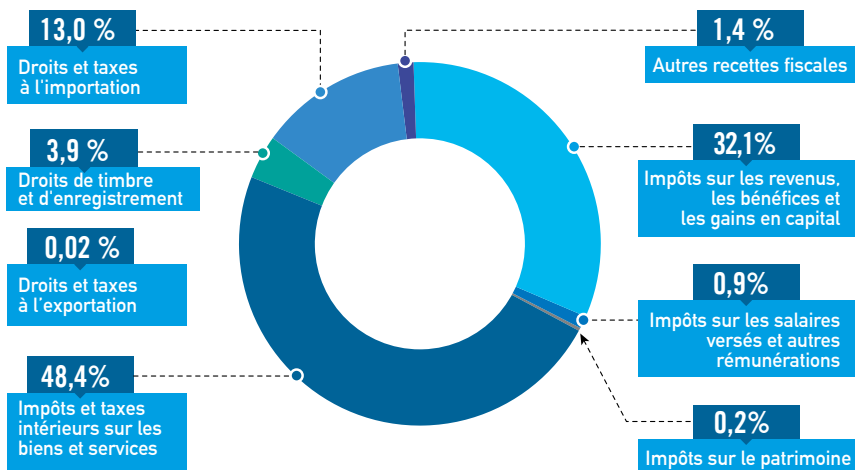
187,8 milliards FCFA



Répartition des prévisions des recettes du budget 2025 par nature



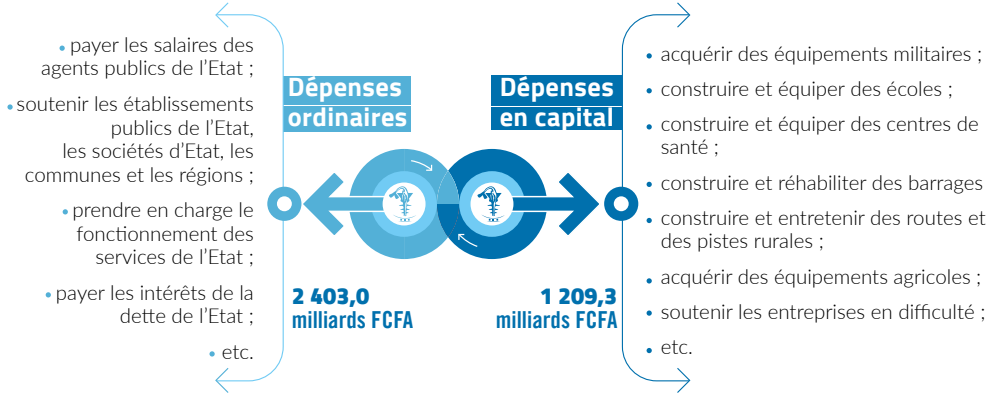
Répartition des recettes fiscales 2025 par type d'impôts



II- EN DEPENSES

A quoi serviront les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2025 ?

Les dépenses du budget de l'Etat permettront de :



Comment ont évolué les dépenses du budget de l'Etat entre 2024 et 2025 ?

Les dépenses du budget de l'Etat ont baissé de **93,9 milliards FCFA** entre 2024 et 2025, soit **-2,5%**.

Dépenses totales de l'année 2024 (LFR)



3 706,1 milliards FCFA

Dépenses totales de l'année 2025

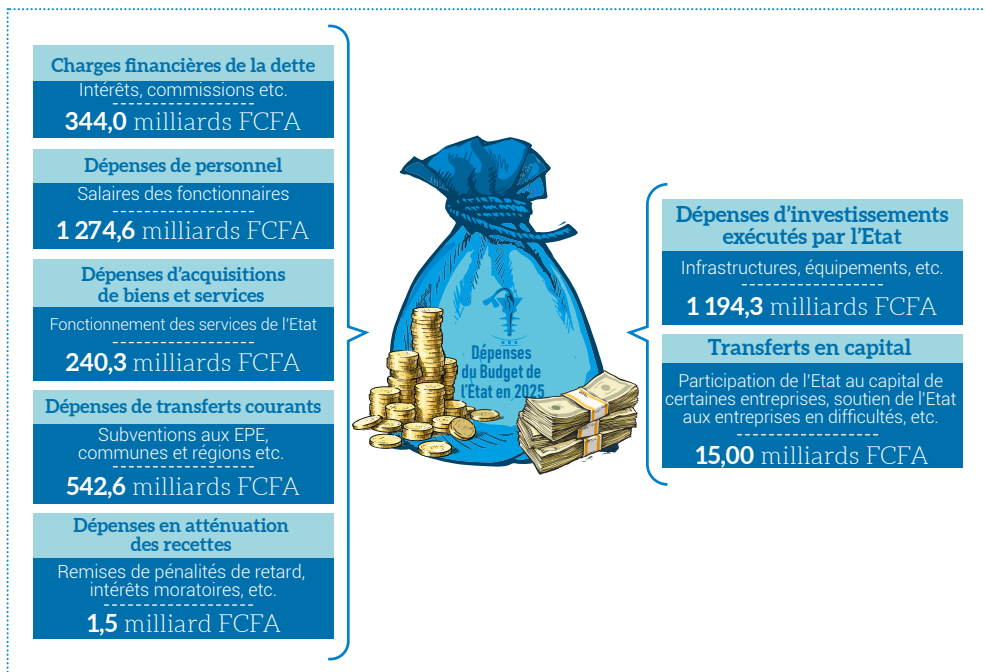


3 612,3 milliards FCFA

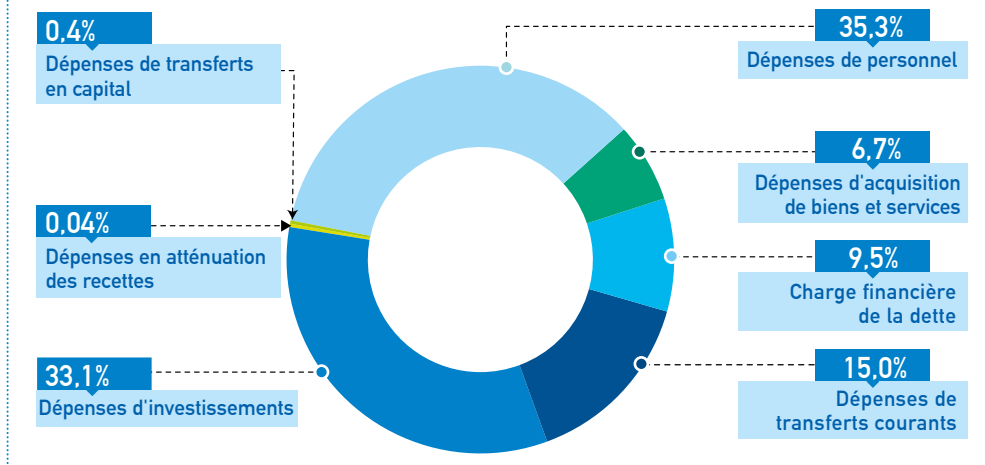
-2,5%

De quoi sont constituées les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2025 ?

Les dépenses du budget de l'Etat sont constituées de :



Repartition des prévisions de dépenses du budget 2025 par nature



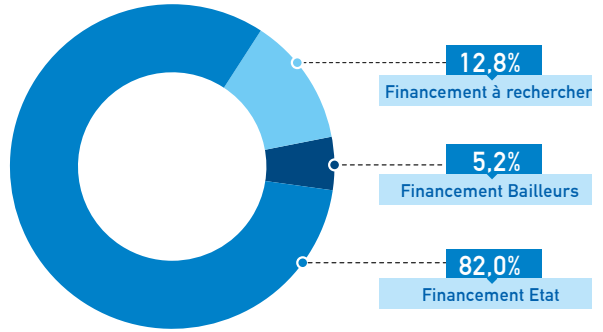
Comment seront financées les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2025 ?

Les dépenses du budget de l'Etat seront financées à hauteur de :

- 82,0% par les recettes ordinaires, soit 2 962,0 milliards FCFA ;
- 5,2% par les recettes extraordinaires, soit 187,8 milliards FCFA ;

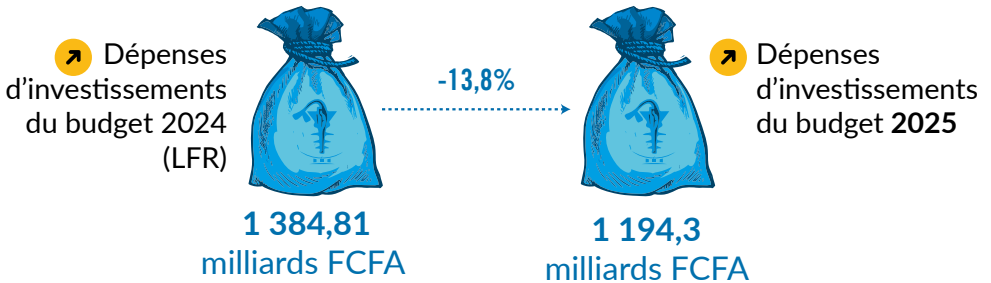
Il se dégage un gap de financement de 12,8%, soit 462,5 milliards FCFA.

Répartition des dépenses du budget 2025 par source de financement



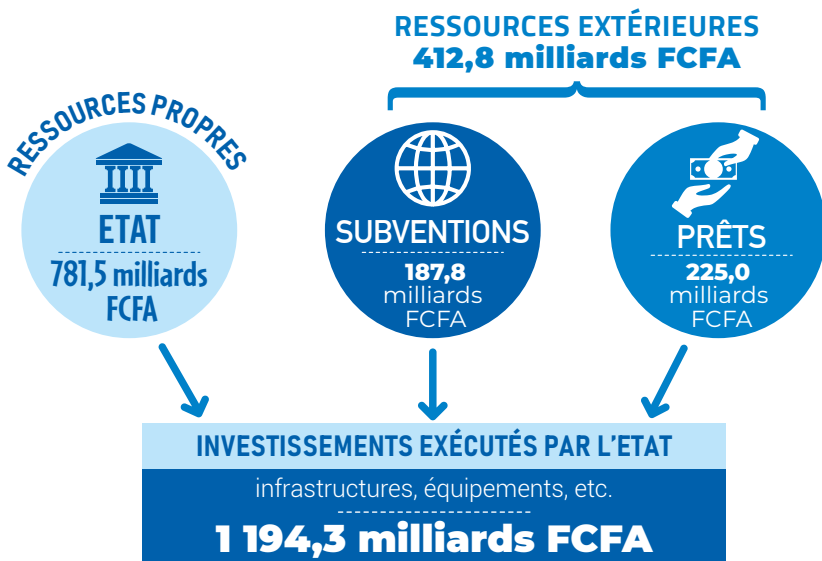
Comment ont évolué les investissements publics entre 2024 et 2025 ?

Les dépenses d'investissements du budget ont baissé de 190,6 milliards FCFA entre 2024 et 2025, soit -13,8%.

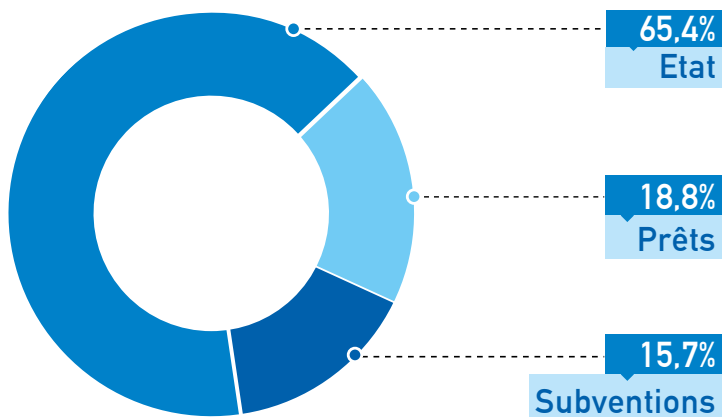


Comment seront financés les investissements exécutés par l'Etat en 2025 ?

Les investissements seront financés par :



Répartition des dépenses d'investissements 2025 par mode de financement

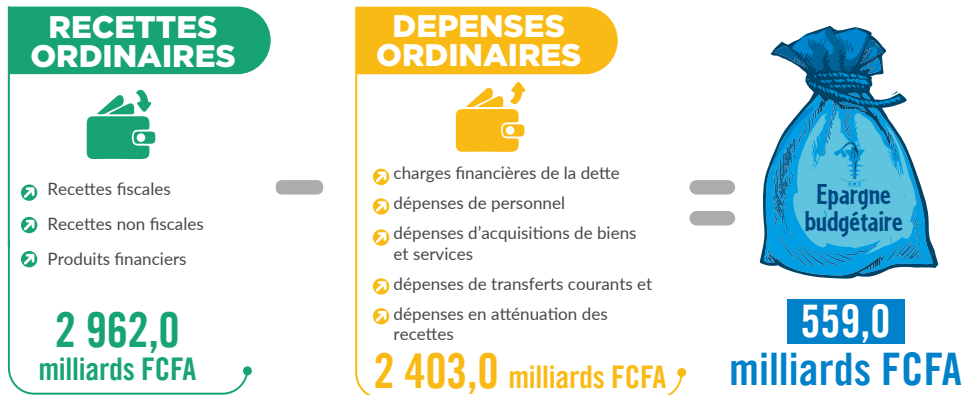


III- SOLDES BUDGETAIRES ET QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES



1. Epargne budgétaire

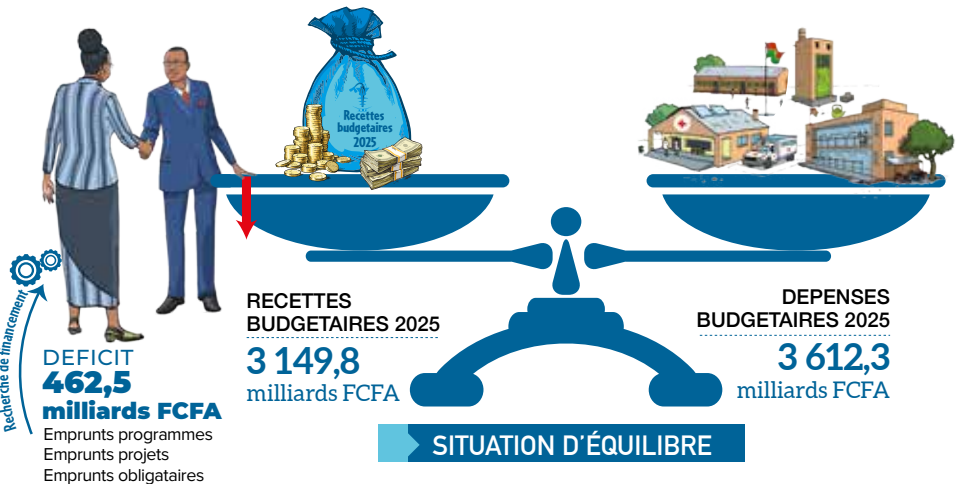
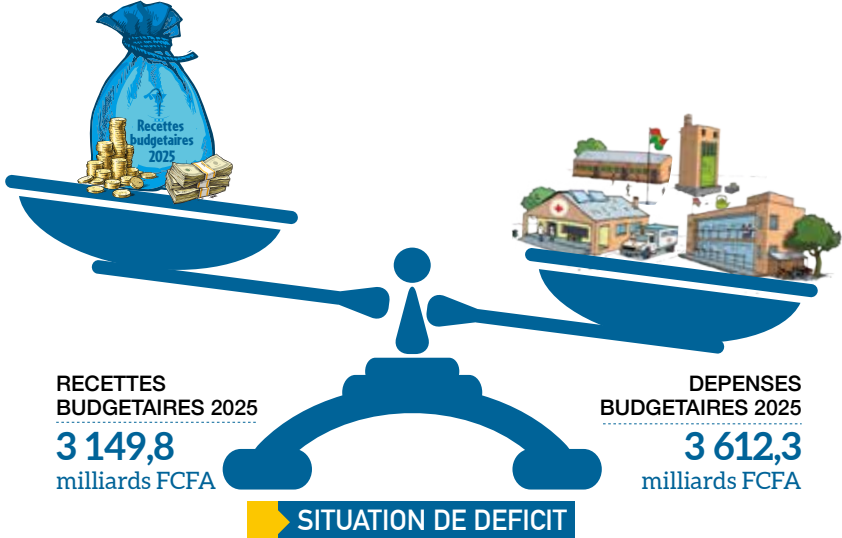
Les prévisions de recettes ordinaires et de dépenses ordinaires du budget 2025 dégagent une épargne budgétaire de **559,0 milliards FCFA**. Cette épargne servira à financer une partie des investissements de l'Etat.



2- Déficit budgétaire et sources de financement



Les prévisions du budget de l'Etat, exercice 2025 dégagent un déficit de **462,5 milliards FCFA** qui serait couvert par les emprunts programmes, les emprunts projets et les emprunts obligataires.



3- Quelques indicateurs macroéconomiques



Plusieurs indicateurs macroéconomiques permettent d'apprécier la situation économique du Burkina Faso en vue de s'assurer de la viabilité des finances publiques. Pour le budget de l'Etat, exercice 2025, les principaux indicateurs se présentent comme suit :

Tableau 1 Evolution de quelques indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso

INDICATEURS	Réalisations 2023	Estimations 2024	Projections 2025
Capacité ou besoin de financement rapporté au PIB nominal (%)	-6,7	-4,9	-3,3
Taux d'inflation annuel moyen (%)	0,7	2,9	2,0
Encours total de la dette rapporté au PIB nominal (%)	56,4	62,4	68,3
Masse salariale sur recettes fiscales (%)	43,8	41,2	41,5
Taux de pression fiscale (%)	18,0	19,8	19,1

Source : DGEP/MEF, août 2024

Il ressort du tableau que seuls les indicateurs « Capacité ou besoin de financement rapporté au PIB nominal » et « Taux d'inflation annuel moyen » connaîtraient une amélioration en 2025 par rapport à leur niveau de 2024.





BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

04

**INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS
CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU
BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Cette partie présente les inscriptions spécifiques pour l'année 2025, certains indicateurs clés et quelques réalisations au titre de l'année 2023 et au 31 octobre de l'année 2024 dans les secteurs prioritaires suivants :

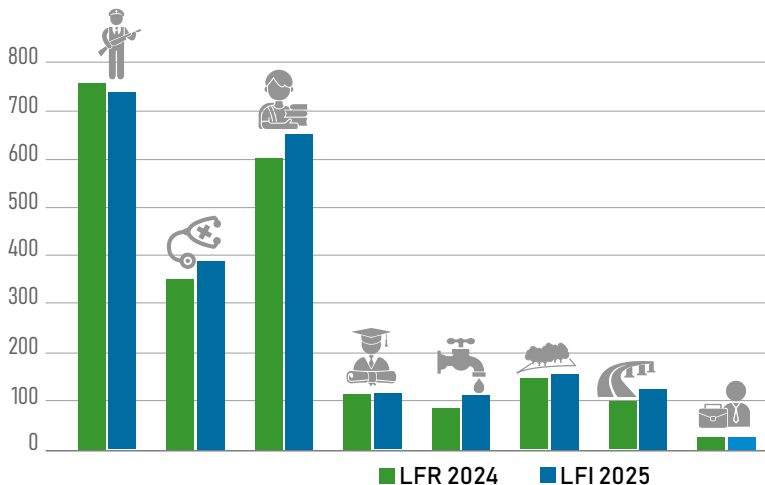
- (i) la défense et la sécurité,
- (ii) la santé,
- (iii) l'enseignement de base et secondaire, la formation professionnelle et technique,
- (iv) l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation,
- (v) l'environnement, l'eau et l'assainissement,
- (vi) l'agriculture, les aménagements hydro agricoles et les ressources animales,
- (vii) les infrastructures et le désenclavement et
- (viii) les sports, la jeunesse et l'emploi.

Avant d'aborder ces différents points, l'évolution des dotations budgétaires des secteurs prioritaires entre 2024 et 2025 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 2 Evolution des dotations budgétaires (y compris financements extérieurs et transferts des ressources aux CT) des secteurs prioritaires (en FCFA)

Secteurs prioritaires	LFR 2024	LFI 2025	Variation (2025/2024)	
			Montant (en FCFA)	Taux
Défense et sécurité	757 665 342 000	736 297 362 000	-21 367 980 000	-2,8%
Santé	351 315 381 000	388 938 201 000	37 622 820 000	10,7%
Enseignements de base et secondaire, formation professionnelle et technique	601 683 867 000	653 083 623 000	51 399 756 000	8,5%
Enseignement supérieur, recherche et innovation	114 557 729 000	116 262 570 000	1 704 841 000	1,5%
Environnement, eau et assainissement	84 630 700 000	112 097 434 000	27 466 734 000	32,5%
Agriculture, aménagements hydro agricoles et ressources animales	146 175 618 000	157 168 962 000	10 993 344 000	7,5%
Infrastructures et désenclavement	99 300 421 000	124 271 293 000	24 970 872 000	25,1%
Sports, jeunesse et emploi	25 198 131 000	25 095 242 000	-102 889 000	-0,4%

Dotations budgétaires des secteurs prioritaires 2024 et 2025 (en milliards FCFA)



Santé



Sports, jeunesse
et emploi



Défense et sécurité



Enseignement supérieur,
recherche et innovation



Environnement,
eau et assainissement



Infrastructures
et désenclavement



Agriculture, aménagements
hydro agricoles et ressources
animales



Enseignements de base et
secondaire, formation
professionnelle
et technique



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

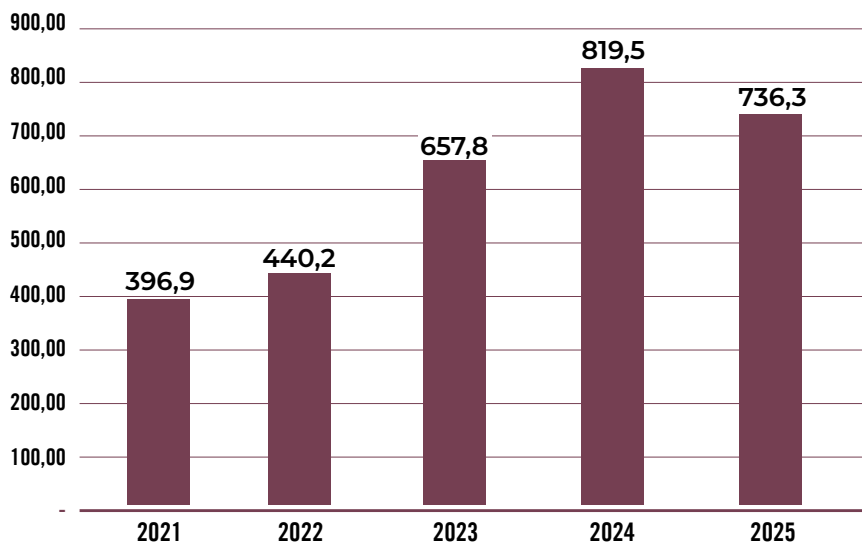
DEFENSE ET SECURITE



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

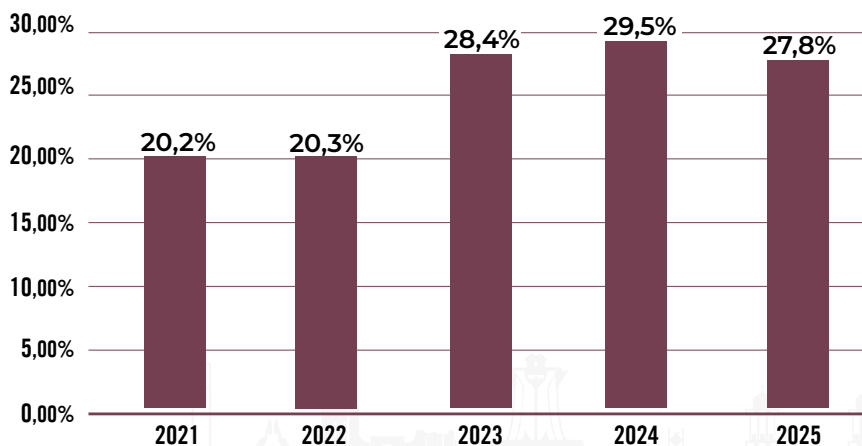
Un montant de **736,3 milliards FCFA** est consacré en 2025 au secteur de la défense et de la sécurité pour faire face au défi sécuritaire. Ce montant est en baisse de **10,2%** par rapport aux dotations initiales de l'exercice budgétaire antérieur.

Evolution des dotations budgétaires (sur ressources propres) du secteur de la défense et de la sécurité de 2021 à 2025 (en milliards FCFA)



Source : DGB/MEF, janvier 2025

Evolution de la part du budget de l'Etat allouée à la défense et à la sécurité (sur ressources propres) de 2021 à 2025



Source : DGB/MEF, janvier 2025

SANTE



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

INDICATEURS

Tableau 3 Evolution de quelques indicateurs clés entre 2022 et 2025

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2022	2023	2024	2025
1	Pourcentage de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire (FS) (%)	62,0	64,0	66,7	70,0
2	Ratio habitants/médecin	9 271	9 190	9 317	9 271
3	Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes minimales en personnel (%)	89,7	90,4	92,4	95,0
4	Taux d'accouchements assistés (%)	92,0	92,0	95,0	96,0
5	Rayon moyen d'action théorique (en Km)	6,1	6,0	6,0	5,0

Source : DGESS/MS, janvier 2025

Réalizations 2023 et 2024 (au 31 octobre) et prévisions 2025

Tableau 4 Réalisations physiques des dispensaires par région en 2023 et 2024

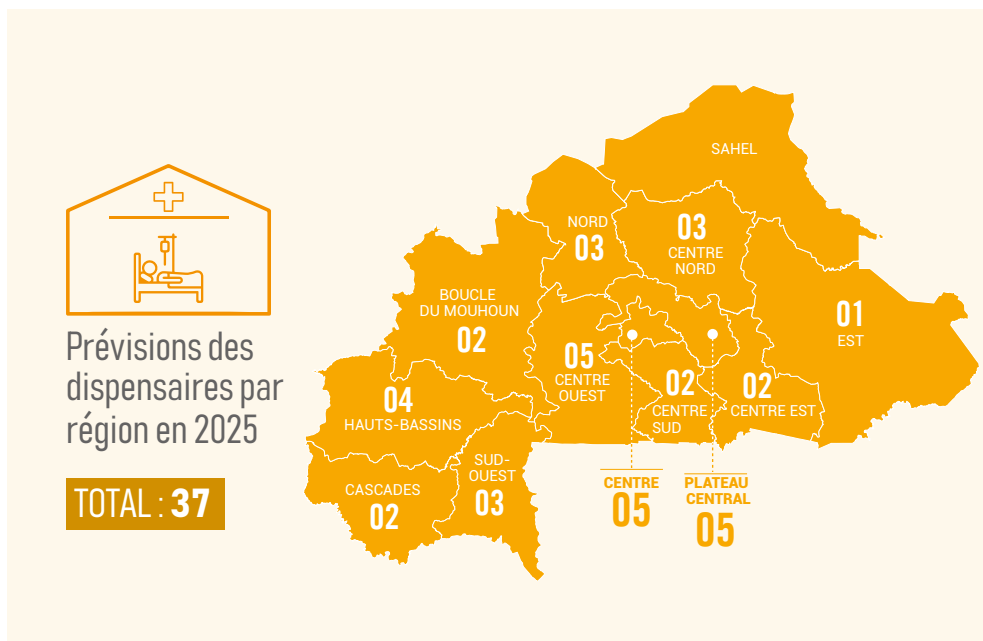
Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	4	4	2 achevés et 2 en cours	50,0%
Cascades	4	1	En cours	20,0%
Centre	5	5	5 non démarrés	0,0%
Centre-Est	2	4	4 en cours	20,0%
Centre-Nord	2	1	Achévé	100,0%
Centre-Ouest	4	3	1 achevé, 2 non démarrés	33,3%
Centre-Sud	1	4	1 en cours et 3 non démarrés	20,0%
Est	2	0	-	-
Hauts-Bassins	5	4	4 non démarrés	0,0%
Nord	2	1	Achévé	100,0%
Plateau Central	2	4	1 Achevé, 2 en cours et 1 non démarré	62,5%
Sahel	3	0	-	-
Sud-Ouest	4	5	3 en cours et 2 non démarrés	37,5%
Total	40	36	6 achevés, 13 en cours de réalisation et 17 non démarrés	34,1%

Source : DGESS/MS, janvier 2025

Tableau 5 Prévisions des dispensaires par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	49 078 827
Cascades	2	49 078 827
Centre	5	122 697 068
Centre-Est	2	49 078 827
Centre-Nord	3	73 618 241
Centre-Ouest	5	122 697 068
Centre-Sud	2	49 078 827
Est	1	24 539 414
Hauts-Bassins	4	98 157 654
Nord	3	73 618 241
Plateau Central	5	122 697 068
Sud-Ouest	3	73 618 241
Total	37	907 958 303

Source : DGESS/MS, janvier 2025



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 6 Réalisations physiques des Dépôts de médicaments essentiels génériques (DMEG) par région en 2023 et 2024

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	4	4	2 achevés et 2 en cours	50,0%
Cascades	3	1	En cours	20,0%
Centre	2	5	5 non démarrés	0,0%
Centre-Est	2	4	4 en cours	20,0%
Centre-Nord	2	1	Achévé	100,0%
Centre-Ouest	4	3	1 achevé, 2 non démarrés	33,3%
Centre-Sud	1	4	1 en cours et 3 non démarrés	20,0%
Est	2	0	-	0,0%
Hauts-Bassins	5	4	4 non démarrés	0,0%
Nord	2	1	Achévé	100,0%
Plateau Central	1	4	1 Achevé, 2 en cours et 1 non démarré	62,5%
Sahel	3	0	-	0,0%
Sud-Ouest	4	6	4 en cours et 2 non démarrés	33,3%
Total	35	37	6 achevés, 14 en cours de réalisation et 17 non démarrés	33,8%

Source : DGESS/MS, janvier 2025

Tableau 7 Prévisions des DMEG par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	15 240 952
Cascades	2	15 240 952
Centre	5	38 102 381
Centre-Est	2	15 240 952
Centre-Nord	3	22 861 429
Centre-Ouest	5	38 102 381
Centre-Sud	3	22 861 429
Est	1	7 620 476
Hauts-Bassins	4	30 481 905
Nord	3	22 861 429
Plateau Central	5	38 102 381
Sud-Ouest	3	22 861 429
Total	38	289 578 097

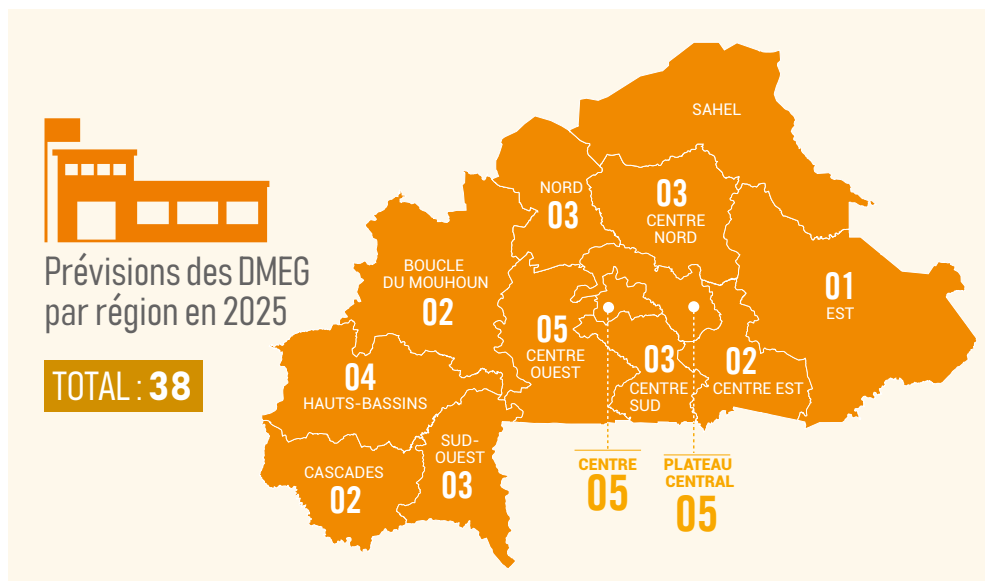


Tableau 8 Réalisations physiques de maternités par région en 2023 et 2024

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	4	4	2 achevés et 2 en cours	50,0%
Cascades	4	1	En cours	20,0%
Centre	3	5	5 non démarrés	0,0%
Centre-Est	2	2	2 en cours	20,0%
Centre-Nord	2	4	4 achevés	100,0%
Centre-Ouest	6	4	2 achevés, 2 non démarrés	50,0%
Centre-Sud	3	4	1 en cours et 3 non démarrés	20,0%
Est	2	0	-	0,0%
Hauts-Bassins	5	4	4 non démarrés	0,0%
Nord	2	2	Achevé	100,0%
Plateau Central	1	4	1 Achevé, 2 en cours et 1 non démarré	62,5%
Sahel	3	0	-	0,0%
Sud-Ouest	4	6	4 en cours et 2 non démarrés	32,1%
Total	41	39	10 achevés, 12 en cours de réalisation et 17 non démarrés	35,0%

Source : DGESS/MS, janvier 2025

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 9 Prévisions de maternités par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	52 407 925
Cascades	3	78 611 888
Centre	5	131 019 814
Centre-Est	2	52 407 925
Centre-Nord	3	78 611 888
Centre-Ouest	5	131 019 814
Centre-Sud	4	104 815 851
Est	1	26 203 963
Hauts-Bassins	4	104 815 851
Nord	3	78 611 888
Plateau Central	5	131 019 814
Sud-Ouest	3	78 611 888
Total	40	1 048 158 509

Source : DGESS/MS, janvier 2025

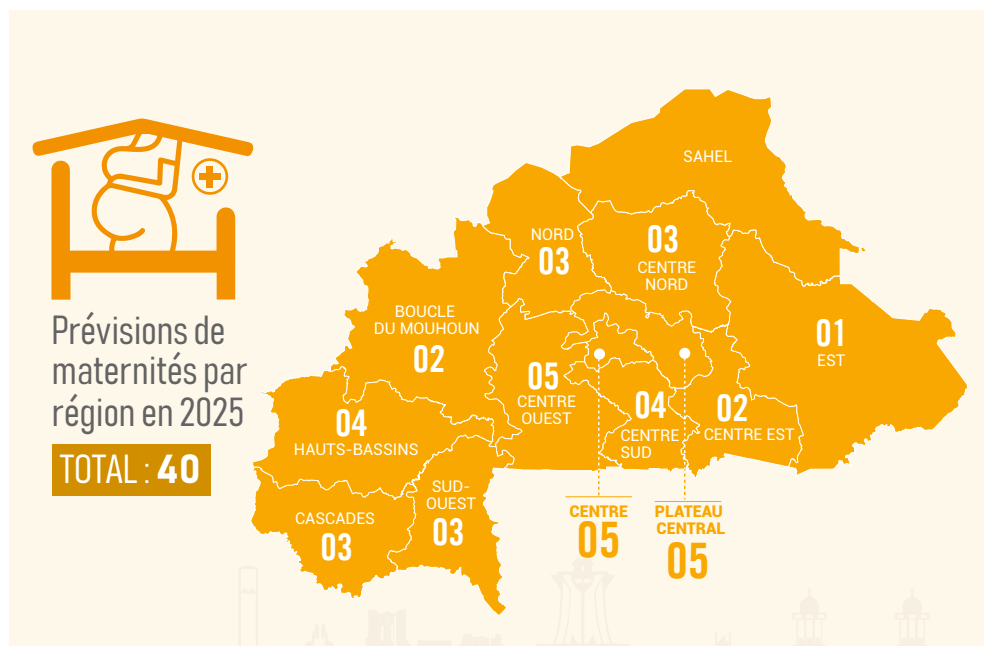




Tableau 10 Etat d'exécution financière des mesures de gratuité globale (mères et enfants) par région en 2023 et 2024 (en FCFA)

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	2 068 921 716	1 976 039 497	1 356 849 134	68,67%
Cascades	1 680 418 625	1 665 901 225	1 265 082 879	75,94%
Centre	11 217 375 829	10 359 753 283	6 517 589 934	62,91%
Centre-Est	3 136 262 777	3 149 651 056	1 882 612 775	59,77%
Centre-Nord	2 738 811 563	2 805 289 939	1 983 645 606	70,71%
Centre-Ouest	2 749 686 649	2 753 098 884	1 823 854 023	66,25%
Centre-Sud	1 297 629 717	1 202 050 186	762 227 868	63,41%
Est	2 386 133 331	2 302 175 572	1 636 048 894	71,07%
Hauts-Bassins	5 055 720 035	4 990 790 798	3 409 894 310	68,32%
Nord	3 019 310 602	2 985 735 758	1 643 957 420	55,06%
Plateau Central	2 267 701 134	2 299 656 935	1 574 751 036	68,48%
Sahel	996 515 530	1 079 928 240	709 910 998	65,74%
Sud-Ouest	2 635 404 430	2 675 097 478	1 572 351 872	58,78%
Total	41 249 891 937	40 245 168 852	26 138 776 749	64,95%

Source : DGESS/MS, janvier 2025



BURKINA FASO
LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS



**BUDGET
 CITOYEN 2025**

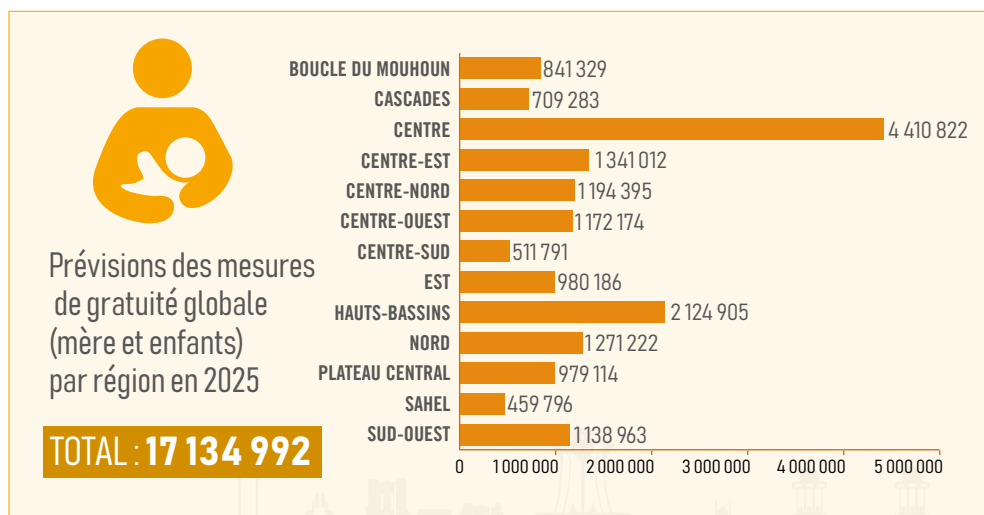
Chaque contribution fait grandir la nation !

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 11 Prévisions des mesures de gratuité globale (mères et enfants) par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre d'actes médicaux	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	841 329	1 715 559 738
Cascades	709 283	1 446 303 616
Centre	4 410 822	8 994 139 872
Centre-Est	1 341 012	2 734 466 871
Centre-Nord	1 194 395	2 435 499 128
Centre-Ouest	1 172 174	2 390 187 852
Centre-Sud	511 791	1 043 597 006
Est	980 186	1 998 704 847
Hauts-Bassins	2 124 905	4 332 909 219
Nord	1 271 222	2 592 158 741
Plateau Central	979 114	1 996 518 215
Sahel	459 796	937 573 065
Sud-Ouest	1 138 963	2 322 468 521
Total	17 134 992	34 940 086 690

Source : DGESS/MS, janvier 2025



ENSEIGNEMENT DE BASE ET SECONDAIRE, FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

INDICATEURS

Tableau 12 Evolution de quelques indicateurs clés entre 2022 et 2025

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2022	2023	2024	2025
1	Taux brut de scolarisation au post-primaire (en%)	45,2	59,3	61,6	42,6
2	Effectifs des apprenants formés	8 048	5 730	5 760	1 979
3	Effectif des formés de la formation professionnelle	50 000	50 000	50 000	50 000

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025

Réalizations 2023 et 2024 (au 31 octobre) et prévisions 2024

Tableau 13 Bénéficiaires des fournitures scolaires par région en 2023 et 2024

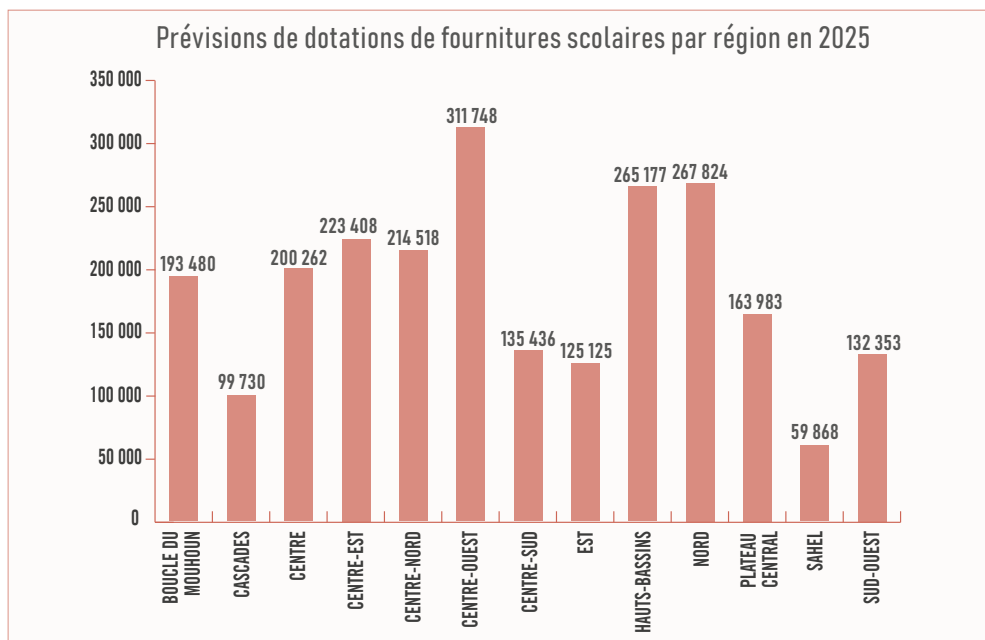
Régions	Réalizations 2023	2024		Observations
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	
Boucle du Mouhoun	288 719	288 185	288 185	
Cascades	119 521	116 726	116 726	
Centre	177 758	178 582	178 582	
Centre-Est	239 672	225 688	0	En cours de livraison
Centre-Nord	247 137	250 368	0	En cours de livraison
Centre-Ouest	319 248	307 474	307 474	
Centre-Sud	149 614	137 409	0	En cours de livraison
Est	206 393	146 663	0	En cours de livraison
Hauts-Bassins	286793	284 962	284 962	
Nord	270898	269 314	269 314	
Plateau Central	162 771	158 516	158 516	
Sahel	76 346	83 858	0	En cours de livraison
Sud-Ouest	136 742	136 839	136 839	
Total	2 681 612	2 584 584	1 740 598	

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025

Tableau 14 Prévisions de dotations de fournitures scolaires par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Bénéficiaires (élèves)	Coût (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	193 480	166 973 240
Cascades	99 730	86 066 990
Centre	200 262	172 826 106
Centre-Est	223 408	192 801 104
Centre-Nord	214 518	185 129 034
Centre-Ouest	311 748	269 038 524
Centre-Sud	135 436	116 881 268
Est	125 125	107 982 875
Hauts-Bassins	265 177	228 847 751
Nord	267 824	231 132 112
Plateau Central	163 983	141 517 329
Sahel	59 868	51 666 084
Sud-Ouest	132 353	114 220 639
Total	2 392 912	2 065 083 056

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 15 Bénéficiaires des vivres (cantines scolaires) par région en 2023 et 2024

Régions	Réalizations 2023	2024		Observations
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	
Boucle du Mouhoun	332 965	335 268	24 417	-
Cascades	140 100	140 791	0	En cours de livraison
Centre	618 731	666 223	0	En cours de livraison
Centre-Est	276 300	280 303	0	En cours de livraison
Centre-Nord	303 538	304 605	108 126	-
Centre-Ouest	350 085	354 317	0	En cours de livraison
Centre-Sud	151 607	155 831	0	En cours de livraison
Est	172 146	173 316	54 614	-
Hauts-Bassins	452 521	478 705	21 292	-
Nord	356 135	358 806	184 664	-
Plateau Central	203 489	203 887	45 542	-
Sahel	31 044	31 395	72 905	-
Sud-Ouest	142 577	148 685	0	En cours de livraison
Total	3 531 238	3 632 132	511 560	

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025

Tableau 16 Prévisions de dotations de vivres (cantines scolaires) par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Bénéficiaires (élèves)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	233 628	1 292 650 712
Cascades	125 794	697 200 516
Centre	685 801	3 768 290 368
Centre-Est	272 059	1 515 147 704
Centre-Nord	257 671	1 429 558 708
Centre-Ouest	363 400	2 016 143 200
Centre-Sud	158 045	876 833 660
Est	146 669	813 719 612
Hauts-Bassins	439 798	2 439 999 304
Nord	360 804	2 001 740 592
Plateau Central	210 459	1 167 626 532
Sahel	26 900	149 241 200
Sud-Ouest	145 951	809 736 148
Total	3 426 979	18 977 888 256

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025

Prévisions des bénéficiaires de vivres par région en 2025

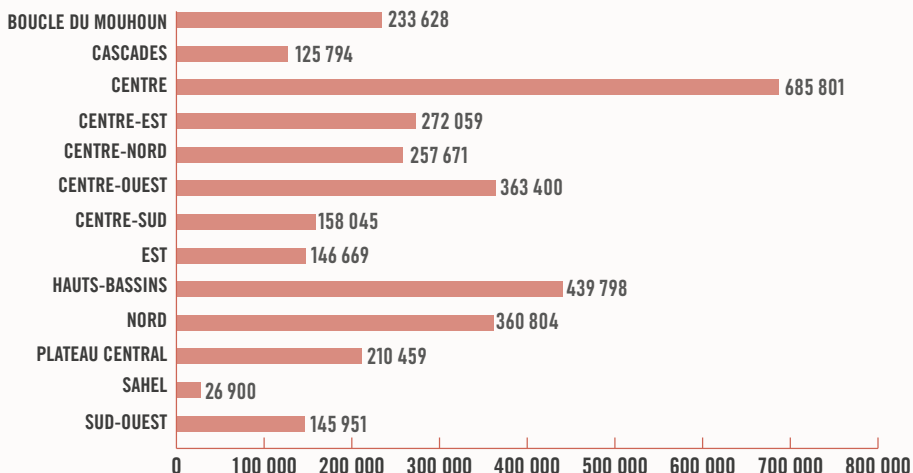


Tableau 17 Réalisations physiques de Collèges d'enseignement général (CEG) par région en 2023 et 2024

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations (au 31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	2	3	1 achevé, 1 en fondation, 1 non démarré	33,0%
Cascades	1	2	2 en fondation	0,0%
Centre	3	3	3 non démarrés	0,0%
Centre-Est	4	6	5 achevés, 1 non démarré	83,0%
Centre-Nord	2	4	2 achevés, 1 en pente, 1 non démarré	50,0%
Centre-Ouest	3	5	1 achevé, 1 en toiture, et 3 non démarrés	20,0%
Centre-Sud	2	2	2 non démarrés	0,0%
Est	0	3	2 achevés, 1 non démarré	67,0%
Hauts-Bassins	3	2	1 pente, 1 non démarré	0,0%
Nord	1	2	1 achevé, 1 non démarré	50,0%
Plateau Central	3	3	1 en pente, 2 non démarrés	0,0%
Sahel	0	1	1 non démarré	0,0%
Sud-Ouest	2	3	1 en fondation, 2 non démarrés	0,0%
Total	26	39	12 achevés, 4 en fondation, 3 en pente, 1 en toiture et 19 non démarrés	31,0%

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 18 Réalisations physiques de blocs de 3 salles de classe par région en 2023 et 2024

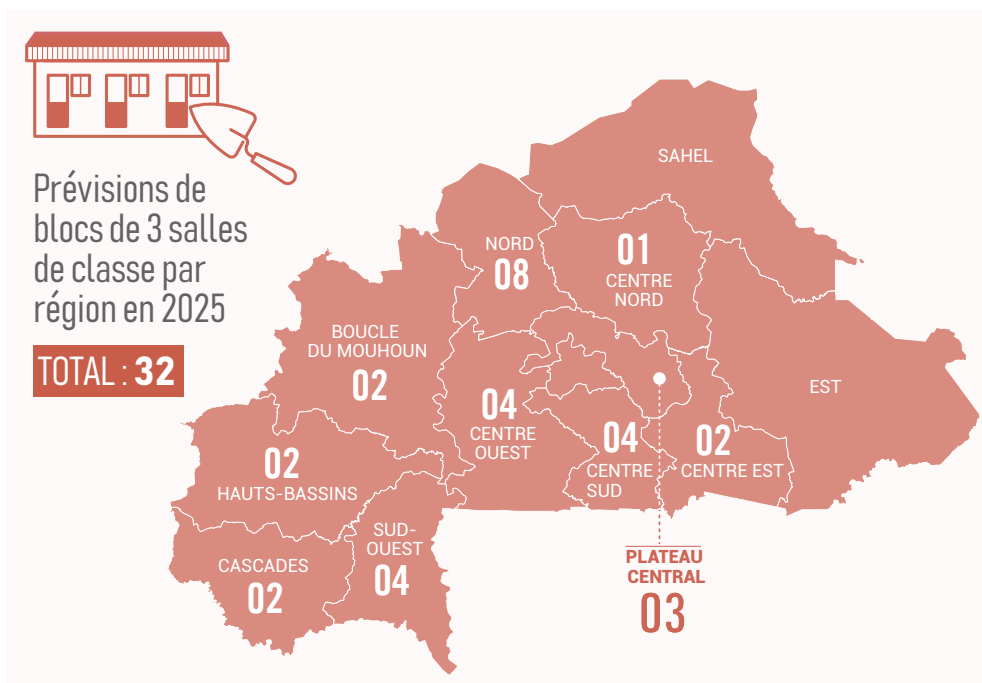
Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations (au 31 octobre)	
			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	7	11	7 achevés, 1 en toiture, 1 en pente, 1 en fouilles, 1 non démarré	63,6%
Cascades	5	3	1 achevé, 1 en fondation, 1 non démarré	33,3%
Centre	8	13	8 achevés, 5 non démarrés	61,5%
Centre-Est	6	26	18 achevés, 1 en fondation, 7 non démarrés	69,2%
Centre-Nord	10	6	5 achevés, 1 en fondation	83,3%
Centre-Ouest	5	20	17 achevés, 1 en toiture, 1 en chaînage, 1 en fondation	85,0%
Centre-Sud	4	13	5 achevés, 4 en fondation, 4 non démarrés	38,5%
Est	8	8	2 achevés, 2 en toiture, 2 en pente, 2 non démarrés	25,0%
Hauts-Bassins	9	11	7 achevés, 1 en chaînage, 1 en fondation, 2 non démarrés	63,6%
Nord	10	9	5 achevés, 1 en toiture, 3 non démarrés	55,6%
Plateau Central	5	8	4 achevés, 1 en toiture, 3 non démarrés	50,0%
Sahel	0	1	1 non démarré	0,0%
Sud-Ouest	0	10	3 achevés, 2 en fondation, 5 non démarrés	30,0%
Total	77	139	82 achevés, 11 en fondation, 6 en toiture, 3 en pente, 1 en fouille, 2 en chaînage et 34 non démarrés	59,0%

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025

Tableau 19 Prévisions de blocs de 3 salles de classe par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	116 400 000
Cascades	2	99 400 000
Centre-Est	2	116 400 000
Centre-Nord	1	60 000 000
Centre-Ouest	4	215 800 000
Centre-Sud	4	232 800 000
Hauts-Bassins	2	116 400 000
Nord	8	445 000 000
Plateau Central	3	172 800 000
Sud-Ouest	4	225 600 000
Total	32	1 800 600 000

Source : DGESS/MEBAPLN, janvier 2025





BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION



INDICATEURS

Tableau 20 Evolution de quelques indicateurs clés entre 2022 et 2025

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2022	2023	2024	2025
1	Ratio étudiants/enseignant	104	115	126	165
2	Nombre de diplômés du supérieur	19 907	22 671	25 818	24 360
3	Proportion des étudiants bénéficiaires de bourses (en %)	3,6	3,2	2,8	3,9
4	Proportion d'étudiants bénéficiaires des allocations d'aides (en %)	42,3	38,1	34,3	47,7
5	Proportion d'étudiants bénéficiaires des allocations de prêts (en %)	26,1	27,2	28,3	28,1

Source : DGESS/MESRI, janvier 2025

Réalizations 2024 (au 31 octobre) et prévisions 2025

Tableau 21 Réalisations physiques des infrastructures universitaires en 2024

RÉGIONS	Infrastructures	Prévision	Réalisation au 31 octobre 2024	
			Avancement de travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	Cité universitaire à l'Université de Dédougou	1	L'entreprise a été installée	30,0%
Cascades	Bâtiment pédagogique au Centre Universitaire (CU) de Banfora : gros œuvres du R+2	1	Travaux en cours au Rez-de-Chaussée (RDC) : Fouilles en puits pour semelles isolées, Béton de propreté, Béton armé pour semelle isolées, Béton armé pour potelets et voiles, remblai des fouilles pour semelle isolées en cours.	50,7%
Centre (1/2)	Amphithéâtre de 1000 places à l'Université Joseph KI ZERBO : achèvement	1	Travaux de finition en cours (carreaux, peinture, fixation tableaux)	95,0%
	Bâtiment pédagogique R+3 avec édicule pour l'Ecole Polytechnique de Ouagadougou (EPO) : gros œuvres	1	Les planchers du RDC et du R+1 sont achevés. Les bétons armés en superstructure en cours pour les 3 niveaux. Le poteau du plancher R+2, la maçonnerie, l'enduit, les travaux d'électricité et de plomberie au RDC sont en cours	63,3%

RÉGIONS	Infrastructures	Pré- sion	Réalisation au 31 octobre 2024	
			Avancement de travaux	Taux
Centre (2/2)	Siège de l'Université Virtuelle du Burkina Faso (UV-BF) : achèvement	1	Le montage de murs rideaux et de faux plafonds sont en cours. Travaux d'aménagement des voiries et réseaux divers réalisés Carrelage au niveau des dégagements et raccordements aux planchers et voiles des murs rideaux, pose des appareillages dans les salles déjà libérées et l'achèvement du réglage de la structure du mur rideau en cours	85%
	Espace Numérique Ouvert de Tampouy (Ouagadougou) : achèvement	1	Les enduits et les raccordements sont achevés. L'électricité (réservation et filerie) achevé. Pose des carreaux des escaliers, des ouvertures, des appareils électriques, première couche de peinture en cours	73,4%
Centre-Nord	Bâtiment pédagogique R+2 au CU de Kaya : gros œuvres	1	Barraque construite, l' évacuation du déblais, coffrage et coulage des amorces de poteau des semelles , coffrage et coulage des semelles et coffrages des potelets en cours	50,3%
Centre-Ouest	Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Technologie (UFR/ST) de l'Université Norbert ZONGO (UNZ) : achèvement	1	Les travaux ont repris au troisième trimestre et sont en cours; les infrastructures concernées sont : le bloc pédagogique ; l'administration; la bibliothèque ; le local technique 1; local technique 2.	49,0%
	ENO de Koudougou : travaux de finition	1	Les travaux sont en arrêt pour manque de ressources	21,2%
	Restaurant universitaire à l'UNZ : construction	1	L'entreprise a été recrutée. Les cabinets chargés du suivi-contrôle et du suivi-architecturale sont en cours de recrutement	30,0%
	Cité universitaire de l'UNZ : achèvement	1	Les travaux ont repris au troisième trimestre et sont en cours, les infrastructures concernées sont : le restaurant; l'hébergement fille ; le centre multimédia .	40,0%
Est	Cité universitaire de Fada N' Gourma : démarrage des travaux	1	Les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) ont été élaborés, les offres ont été analysées et les résultats ont été transmis au bailleur. L'Avis de Non Objection (ANO) a été obtenue, les projets de contrats ont été élaborés et renvoyés pour ANO.	32,0%

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

RÉGIONS	Infrastructures	Pré- sion	Réalisation au 31 octobre 2024	
			Avancement de travaux	Taux
Hauts-Bassins	ENO de Bobo : travaux de finition	1	Les travaux sont en arrêt pour manque de ressources	50,0%
Plateau Central	ENO de Ziniaré : gros œuvres	1	Activité non réalisée	0,0%
Sahel	Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Technologie (UFR/ST) de l'Université Norbert ZONGO (UNZ) : achèvement	1	Les travaux ont repris au troisième trimestre et sont en cours; les infrastructures concernées sont : le bloc pédagogique ; l'administration; la bibliothèque ; le local technique 1; local technique 2.	49,0%
	ENO de Koudougou : travaux de finition	1	Les travaux sont en arrêt pour manque de ressources	21,2%
	Restaurant universitaire à l'UNZ : construction	1	L'entreprise a été recrutée. Les cabinets chargés du suivi-contrôle et du suivi-architecturale sont en cours de recrutement	30,0%
	Cité universitaire de l'UNZ : achèvement	1	Les travaux ont repris au troisième trimestre et sont en cours, les infrastructures concernées sont : le restaurant; l'hébergement fille ; le centre multimédia .	40,0%
Total		17		45,0%

Source : DGESS/MESRI, janvier 2025

Tableau 22 Prévisions d'infrastructures universitaires en 2025

RÉGIONS	Infrastructures	Commune	N	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	Cité à l'Université de Dédougou	Dédougou	1	600 000 000
Cascades	Bâtiment pédagogique R+2 du CU de Banfora : achèvement	Banfora	1	1 120 682 581
Centre	Bâtiment pédagogique R+3 avec édicule pour l'EPO : achèvement	Ouagadougou	1	522 000 000
Centre-Nord	Bâtiment pédagogique R+2 du CU de Kaya : achèvement	Kaya	1	1 341 331 581
Centre-Ouest	ENO de Koudougou : travaux de finition	Koudougou	1	1 500 000 000
	UFR/ST de l'UNZ : achèvement	Koudougou	1	3 619 843 718
	Restaurant universitaire à l'UNZ	Koudougou	1	647 500 000
Est	Restaurant universitaire de Fada N'Gourma : réhabilitation	Fada N'Gourma	1	46 000 000
Hauts-Bassins	ENO de Bobo : travaux de finition	Bobo	1	1 500 000 000
Plateau Central	ENO de Ziniaré : gros œuvres	Ziniaré	1	1 450 000 000
Sahel	UFR/ST du centre universitaire de Dori.	Dori	1	4 432 261 115
Total Général			11	16 779 618 995

Source : DGESS/MESRI, janvier 2025

Tableau 23 Attributions des bourses nationales et internationales par zone en 2024

ZONES	RUBRIQUES	EFFECTIFS		COÛT (en FCFA)
		Prévisions 2024	Réalisations au 31 octobre 2024	
BURKINA FASO	Nouvelles attributions	2 046	1 903	1 141 800 000
	Bourses à renouveler	7 000	6 111	3 666 600 000
	Sous-total 1	9 046	8 014	4 808 400 000
AFRIQUE	Nouvelles attributions	217	209	167 200 000
	Bourses à renouveler	400	441	352 800 000
	Sous-total 2	617	650	520 000 000
HORS AFRIQUE	Nouvelles attributions	37	34	153 000 000
	Bourses à renouveler	120	84	378 000 000
	Sous-total 3	157	118	531 000 000
TOTAL		9 820	8 782	5 859 400 000
AUTRES ALLOCATIONS (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation etc.).				2 240 600 000
TOTAL GENERAL				8 100 000 000

Source : DGESS/MESRI, janvier 2025

Tableau 24 Prévisions d'attributions de bourses nationales et internationales par zone en 2025

ZONES	RUBRIQUES	Bénéficiaires	Montant (en FCFA)
BURKINA FASO	Nouvelles attributions	2 057	1 234 200 000
	Bourses à renouveler	6 043	3 625 800 000
	Sous-total 1	8 100	4 860 000 000
AFRIQUE	Nouvelles attributions	255	204 000 000
	Bourses à renouveler	475	380 000 000
	Sous-total 2	730	584 000 000
HORS AFRIQUE	Nouvelles attributions	72	324 000 000
	Bourses à renouveler	93	418 500 000
	Sous-total 3	165	742 500 000
TOTAL		8 995	6 186 500 000
AUTRES ALLOCATIONS (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation etc.).			1 913 500 000
TOTAL GENERAL			8 100 000 000

Source : DGESS/MESRI, janvier 2025

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

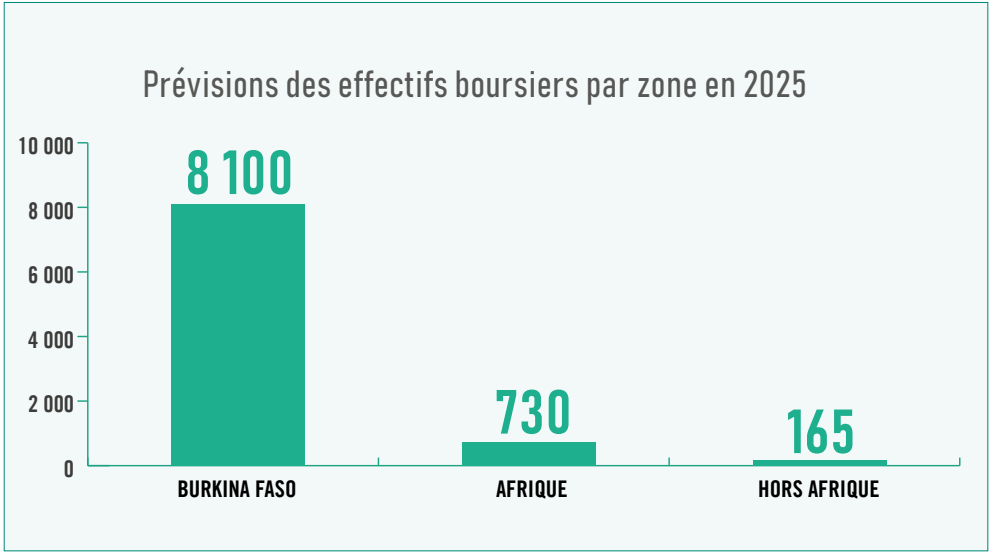


Tableau 25 Attributions des aides et prêts aux étudiants en 2024

NATURE DE L'ALLOCATION	Effectifs		Coût (en FCFA)
	Prévisions 2024	Réalisations au 31 octobre 2024	
Aides aux étudiants	68 785	69 111	12 094 425 000
Prêts d'étude aux étudiants	23 000	23 920	5 382 000 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	800	1 007	399 000 000
Total	92 585	94 038	17 875 425 000

Source : DGESS/MESRI, janvier 2025

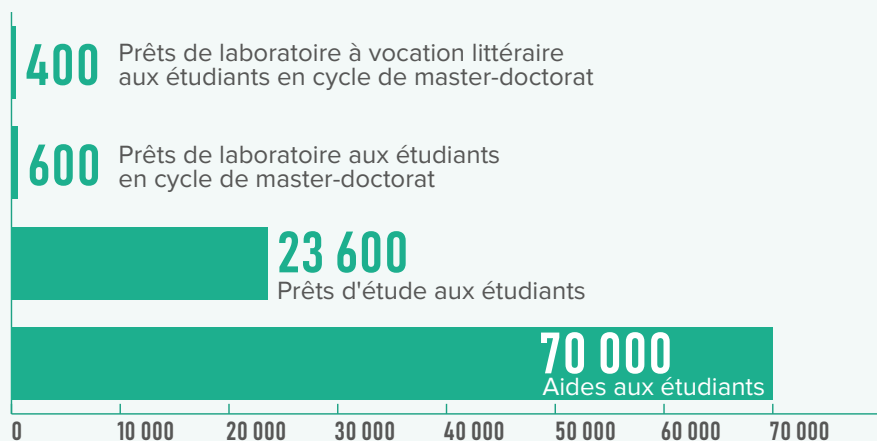


Tableau 26 Prévisions d'attributions des aides et prêts aux étudiants en 2025

NATURE DE L'ALLOCATION	Effectif prévu	Coût unitaire	Coût total (en FCFA)
Aides aux étudiants	70 000	175 000	12 250 000 000
Prêts d'étude aux étudiants	23 600	225 000	5 310 000 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	600	300 000	180 000 000
Prêts de laboratoire à vocation littéraire aux étudiants en cycle de master-doctorat	400	500 000	200 000 000
Total	94 600	1 200 000	17 940 000 000

Source : DGESS/MESRI, janvier 2025

Prévisions d'effectifs d'étudiants bénéficiaires des allocations par type en 2025





BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

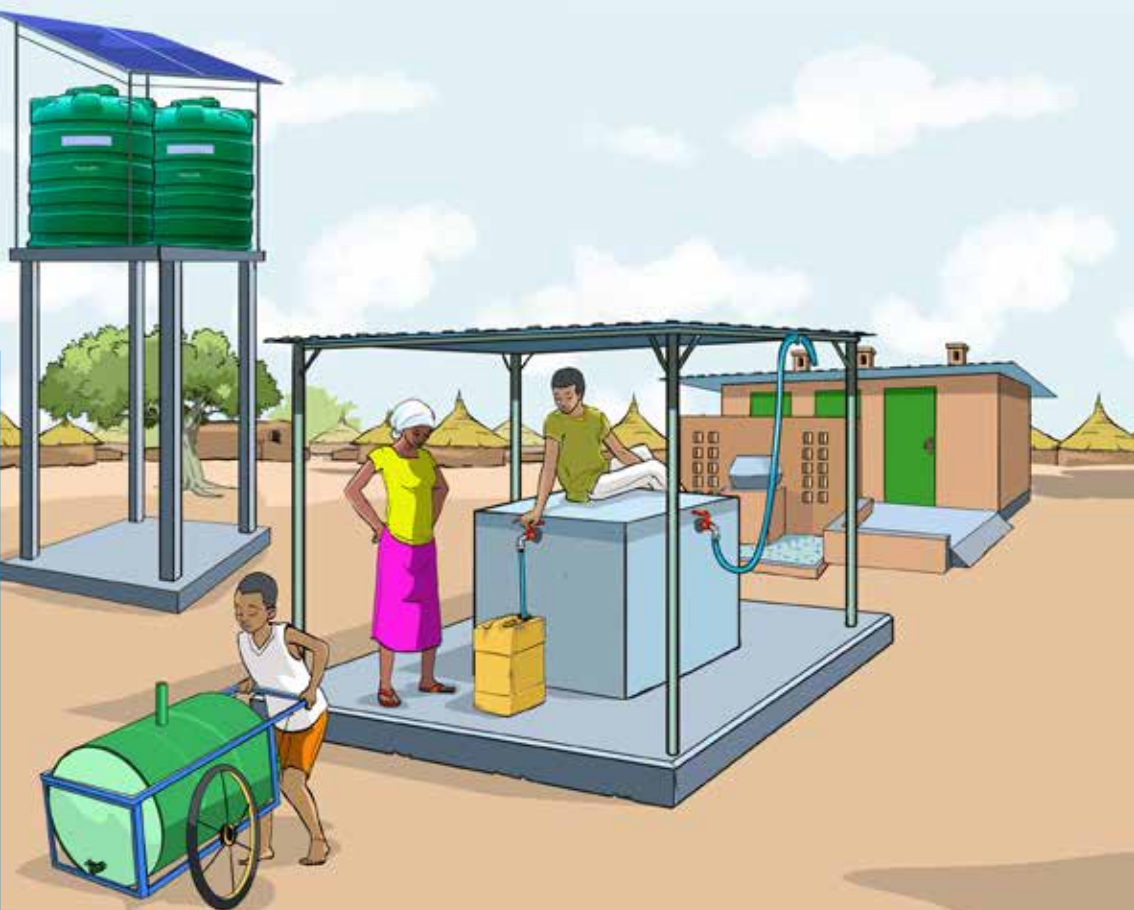
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

EAU ET ASSAINISSEMENT



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 27 Evolution de quelques indicateurs clés entre 2022 et 2025

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2022	2023	2024	2025
1	Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés	21	25	27	27
2	Nombre cumulé de nouveaux barrages réhabilités	36	36	40	40
3	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural (en %)	69,6	70,4	71,0	73,1
4	Taux d'accès national à l'eau potable (en %)	76,3	77,2	78,2	80,4
5	Taux d'accès national à l'assainissement (en %)	27,5	28,0	28,5	29,0
6	Taux d'accès à l'assainissement en milieu rural (en %)	21,9	22,5	23,0	23,5

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

Réalizations 2023 et 2024 (au 31 octobre) et prévisions 2025

Tableau 28 Réalisations physiques et réhabilitations de forages/Pompes à motricité humaine (PMH) par région en 2023 et 2024

Régions	Forages/PMH neufs				Forages/PMH réhabilités			
	Réalizations 2023 (nombre)	2024			Réalizations 2023 (nombre)	2024		
		Prévisions (nombre)	Réalizations au 31 octobre			Prévisions (nombre)	Réalizations au 31 octobre	
			N	Taux			N	Taux
Boucle du Mouhoun	185	134	14	1,4	81	8	4	50,0%
Cascades	141	122	41	161,5	19	0	14	-
Centre	48	78	47	4,7	70	11	2	18,2%
Centre-Est	207	158	35	150,0	19	0	0	-
Centre-Nord	214	163	47	1 060,0	64	20	36	180,0%
Centre-Ouest	174	198	57	55,6	31	0	0	-
Centre-Sud	169	102	32	-	33	0	14	-
Est	109	78	27	7,9	26	17	26	152,9%
Hauts-Bassins	162	124	40	2200,0	46	3	20	666,7%
Nord	181	97	22	0,0	87	14	14	100,0%
Plateau Central	129	126	18	333,3	51	0	0	-
Sahel	55	39	5	-	20	10	3	30,0%
Sud-Ouest	119	139	78	113,2	35	6	0	0,0%
Total	1 893	1 558	463	79,0	582	89	133	149,4%

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 30 Prévisions de forages/PMH à réhabiliter par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	8	26 600 000
Hauts-Bassins	10	19 500 000
Nord	12	31 000 000
Sahel	10	25 000 000
Sud-Ouest	3	9 700 000
Total	43	111 800 000

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

Prévisions de forages/PMH à réhabiliter par région en 2025

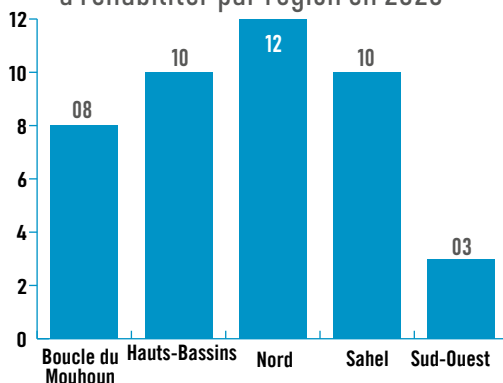


Tableau 31 Réalisations et réhabilitations des Adductions d'eau potable simplifiées/Postes d'eau autonomes (AEPS/PEA) par région en 2023 et 2024

Régions	Réalisa- tions 2023 (nombre)	AEPS/PEA neufs			AEPS/PEA réhabilités				
		Prévisions (nombre)	2024		Réalisa- tions 2023 (nombre)	2024			
			Réalisa- tions au 31 octobre	N		Taux	Prévisions (nombre)	Réalisa- tions au 31 octobre	
								N	Taux
Boucle du Mouhoun	57	42	21	50,0%	3	10	0	0,0%	
Cascades	25	4	4	100,0%	3	0	1	-	
Centre	75	64	7	10,9%	2	1	1	100,0%	
Centre-Est	49	5	0	0,0%	0	3	0	0,0%	
Centre-Nord	105	23	28	121,7%	1	0	0	-	
Centre-Ouest	41	1	0	0,0%	2	1	0	0,0%	
Centre-Sud	57	22	6	27,3%	2	2	0	0,0%	
Est	43	8	22	275,0%	0	3	1	33,3%	
Hauts-Bassins	47	3	5	166,7%	3	1	2	200,0%	
Nord	31	40	1	2,5%	0	10	0	-	
Plateau Central	90	39	3	7,7%	11	0	1	-	
Sahel	11	17	9	52,9%	0	1	0	-	
Sud-Ouest	81	36	2	5,6%	1	1	0	-	
Total	712	304	108	35,5%	28	65	6	9,2%	

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

Tableau 32 Prévisions d'AEPS/PEA neufs par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	5	210 190 000
Centre	7	200 000 000
Centre-Est	1	161 380 000
Centre-Nord	1	230 000 000
Centre-Ouest	1	147 000 000
Centre-Sud	1	200 000 000
Est	2	330 000 000
Hauts-Bassins	2	230 000 000
Nord	2	198 900 000
Plateau Central	1	175 000 000
Sahel	1	214 000 000
Total	24	2 296 470 000

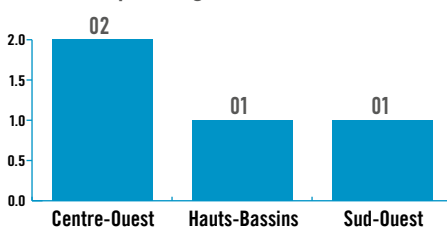
Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

Tableau 33 Prévisions d'AEPS/PEA à réhabiliter par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Centre-Ouest	2	70 000 000
Hauts-Bassins	1	62 000 000
Sud-Ouest	1	112 000 000
Total	4	244 000 000

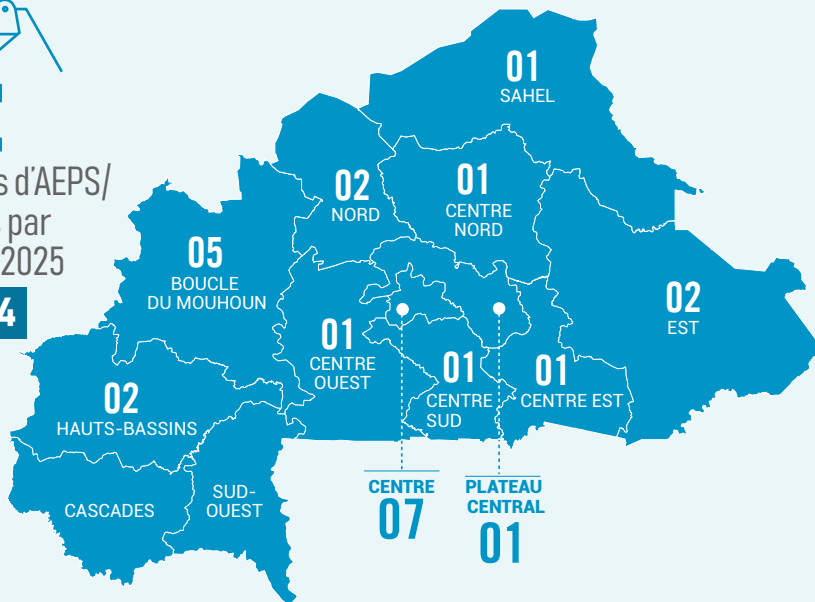
Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

Prévisions d'AEPS/PEA à réhabiliter par région en 2025



Prévisions d'AEPS/
PEA neufs par
région en 2025

TOTAL : 24



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 34 Réalisations physiques des latrines en matière d'assainissement par région en 2023 et 2024

Régions	Latrines familiales				Latrines institutionnelles (centres de santé, écoles) et publiques			
	Réalizations 2023	2024			Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre			Prévisions	Réalizations au 31 octobre	
			N	Taux			N	Taux
Boucle du Mouhoun	1 855	6 748	1 588	23,5%	140	349	103	29,5%
Cascades	564	1 531	876	57,2%	39	169	54	32,0%
Centre	950	3 417	1 055	30,9%	64	125	101	80,8%
Centre-Est	1 165	3 840	1 029	26,8%	78	92	135	146,7%
Centre-Nord	2 256	2 808	1 438	51,2%	187	155	132	85,2%
Centre-Ouest	6 294	3 995	5 174	129,5%	174	123	92	74,8%
Centre-Sud	2 193	6 777	2 614	38,6%	67	145	49	33,8%
Est	2 651	7 822	3 495	44,7%	110	122	39	32,0%
Hauts-Bassins	672	3 567	1 312	36,8%	43	313	132	42,2%
Nord	1 395	2 697	646	24,0%	58	249	151	60,6%
Plateau Central	1 123	2 152	1 878	87,3%	85	158	108	68,4%
Sahel	568	663	348	52,5%	55	123	30	24,4%
Sud-Ouest	418	2 105	1 286	61,1%	58	170	102	60,0%
Total	22 104	48 122	22 739	47,3%	1 158	2 293	1 228	53,6%

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

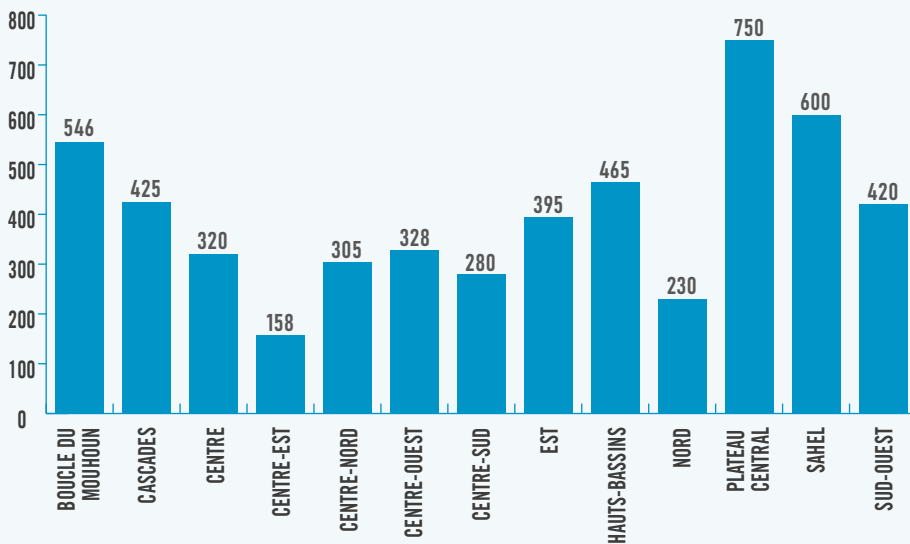


Tableau 35 Prévisions de latrines en matière d'assainissement par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	546	109 150 000
Cascades	425	85 000 000
Centre	320	64 000 000
Centre-Est	158	31 500 000
Centre-Nord	305	61 050 000
Centre-Ouest	328	65 500 000
Centre-Sud	280	56 000 000
Est	395	79 000 000
Hauts-Bassins	465	93 000 000
Nord	230	46 000 000
Plateau Central	750	150 000 000
Sahel	600	120 000 000
Sud-Ouest	420	84 000 000
Total	5 222	1 044 200 000

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

Prévisions de latrines en matière d'assainissement par région en 2025



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 36 Réalisations et réhabilitations physiques de barrages par région en 2023 et 2024

Régions	Barrages neufs				Barrages réhabilités			
	Réalisations 2023	2024			Réalisations 2023	2024		
		Prévisions	Réalisations au 31 octobre			Prévisions	Réalisations au 31 octobre	
			Avancement des travaux	Taux			Avancement des travaux	Taux
Boucle du Mouhoun	1 (Nanou)	1 (Doussi)	Contrat signé	10,0%				
Centre-Est	-	1 (Loesgotenga)	Contrat signé	10,0%	-	-	-	-
Centre-Nord	-	1 (Sanghin phase 2)	Contrat en cours de discussion	0,0%	-	2 (Boussouma et Guibaré)	1 achevé (Guibaré) 1 réalisé à 68,3% (Boussouma)	84,2%
Centre-Ouest	1 (Niangdo)		-	-	-	-	-	-
Centre-Sud	-	1 (Rakaye)	Contrat signé	10,0%	-	1	1	0,00%
Nord	-	1 (Tougouya Koko)	En cours	57,7%	-			
Plateau Central	1 (Niou)	2 (Bomboré V1 et Rapadama V5)	En cours	5,0%	-	5 (Zoungou, Lelexé, Mogtêdo, Bomboré V3 et Tayendé)	1 réalisé à 97,6% (Zoungou), 1 réalisé à 67,10% (Lelexé) 3 non démarrés	34,9%
Total	3	7	-	15,5%	-	7	1 achevé, 3 en cours et 3 non démarrés	59,6%

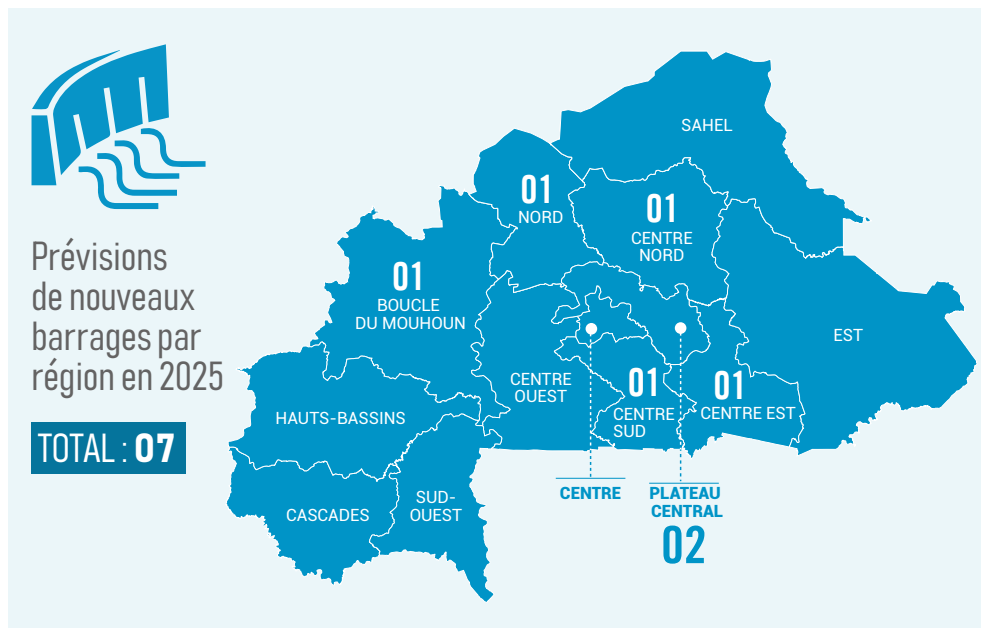
Source : DGESS/MEEA, janvier 2025



Tableau 37 Prévisions de nouveaux barrages par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	1 (Doussi)	950 000 000
Centre Est	1 (Loesgotenga)	1 135 500 000
Centre Sud	1 (Rakaye)	990 000 000
Nord	1 (Tougouya koko)	400 000 000
Plateau Central	2 (Bomboré V1 et Rapadama V5)	2 500 000 000
Total	7	5 975 500 000

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025

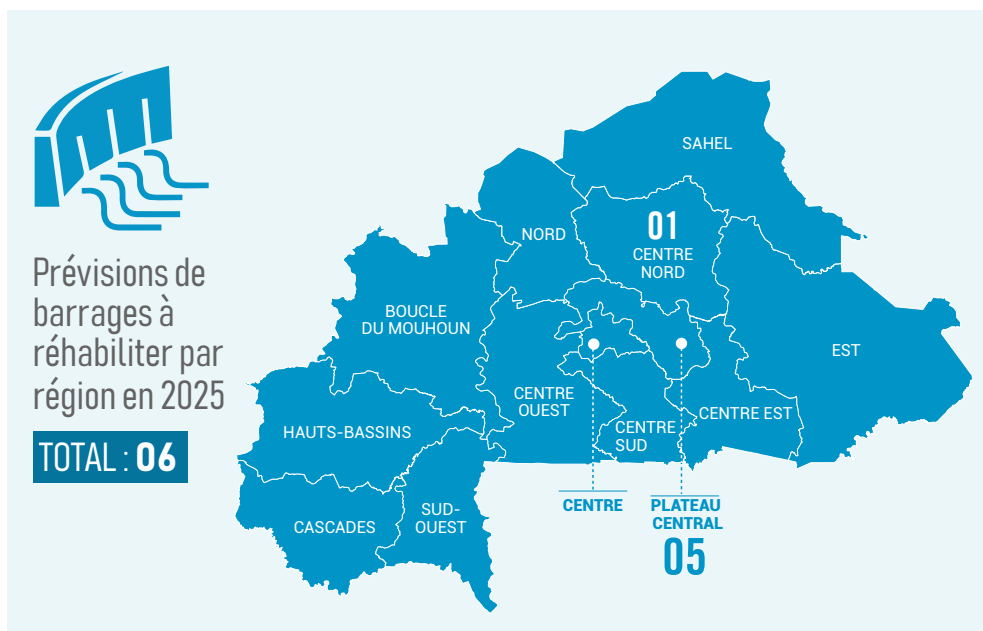


04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 38 Prévisions de barrages à réhabiliter par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Centre-Nord	1 (Boussouma)	300 000 000
Plateau Central	5 (Zoungou, Lelexé, Moctedo, Bomboré V3 et Tayendé)	3 000 000 000
Total	6	3 300 000 000

Source : DGESS/MEEA, janvier 2025



AGRICULTURE ET AMÉNAGEMENTS HYDRO AGRICOLES



INDICATEURS

Tableau 39 Evolution de quelques indicateurs clés entre 2022 et 2025

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2022	2023	2024	2025
1	Taux de couverture des besoins alimentaires des zones structurellement déficitaires (en %)	51,7	90,0	90,0	90,0
2	Proportion des ménages vulnérables touchés par les interventions d'appui à la production (en %)	85,0	90,0	100,0	95,0
3	Nombre d'équipements d'irrigation mis à la disposition des producteurs	4 379	6 500	29 216	5 000
4	Taux d'accès aux crédits agricoles (en %)	5,7	5,8	5,9	6,0

Source : DGESS/MARAH, janvier 2025

Réalizations 2023 et 2024 (au 31 octobre) et prévisions 2025

Tableau 40 Répartition des semences par région en 2023 et 2024 (en tonnes)

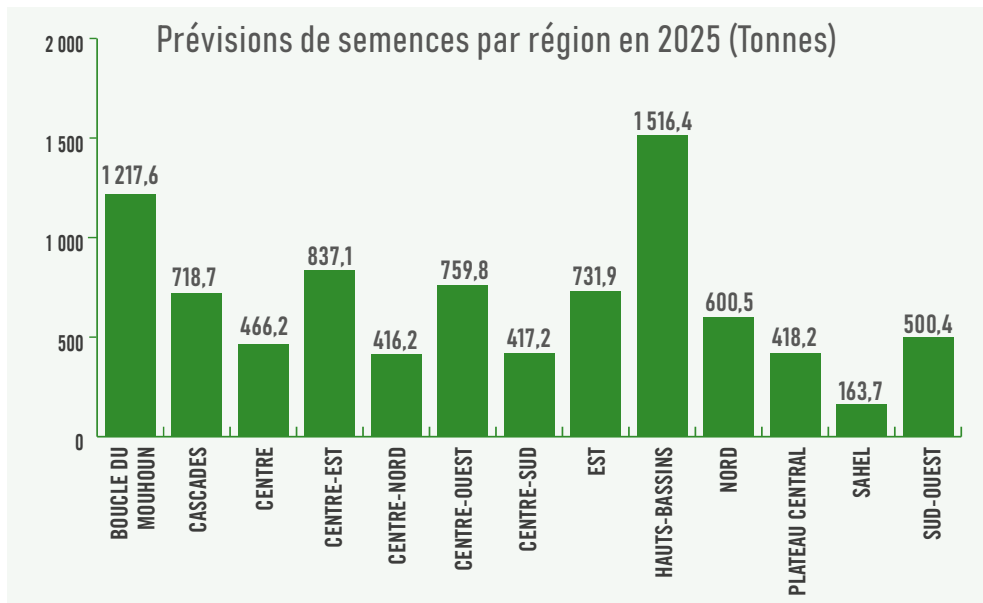
Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	1 558,2	1 038,0	525,5	50,6%
Cascades	638,4	393,9	381,0	96,7%
Centre	70,4	29,4	28,7	97,8%
Centre-Est	422,5	491,3	313,9	63,9%
Centre-Nord	196,7	33,4	45,6	136,4%
Centre-Ouest	679,1	550,0	514,1	93,5%
Centre-Sud	537,2	335,5	316,9	94,5%
Est	434,5	100,5	58,9	58,6%
Hauts-Bassins	1 278,7	1 000,2	981,0	98,1%
Nord	246,4	109,4	151,0	138,0%
Plateau Central	167,2	120,6	121,9	101,1%
Sahel	4,1	1,4	1,4	100,0%
Sud-Ouest	441,6	340,6	340,6	100,0%
Total	6 674,9	4 544,3	3 780,4	83,2%

Source : DGESS/MARAH, janvier 2025

Tableau 41 Prévisions des semences par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Quantité (T)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	1 217,6	1 458 720 740
Cascades	718,7	860 942 700
Centre	466,2	558 543 540
Centre-Est	837,1	1 002 809 860
Centre-Nord	416,2	498 643 540
Centre-Ouest	759,8	910 228 420
Centre-Sud	417,2	499 841 540
Est	731,9	876 852 140
Hauts-Bassins	1 516,4	1 816 587 300
Nord	600,5	719 410 980
Plateau Central	418,2	501 039 540
Sahel	163,7	196 076 660
Sud-Ouest	500,4	599 443 260
Total	8 763,9	10 499 140 220

Source : DGESS/MARAH, janvier 2025



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 42 Répartition des engrais par région en 2023 et 2024 (en tonnes)

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 30 juin	Taux
Boucle du Mouhoun	3 641,8	17 286,0	10 915,0	63,1%
Cascades	1 234,1	4 011,9	3 082,8	76,8%
Centre	1 516,9	935,0	1 082,7	115,8%
Centre-Est	4 672,5	10 132,9	11 205,5	110,6%
Centre-Nord	1 216,8	1 902,3	2 157,9	113,4%
Centre-Ouest	3 679,8	7 706,8	6 523,9	84,7%
Centre-Sud	2 250,6	5 860,1	4 539,9	77,5%
Est	1 925,4	6 300,8	3 079,6	48,9%
Hauts-Bassins	4 428,5	15 493,4	15 777,6	101,8%
Nord	4 243,8	5 559,3	6 009,3	108,1%
Plateau Central	3 262,9	3 112,9	3 463,7	111,3%
Sahel	-	35,0	35,0	100,0%
Sud-Ouest	3 616,3	3 011,7	3 101,7	103,0%
Total	35 689,3	81 347,9	70 974,4	87,2%

Source : DGESS/MARAH, janvier 2025

Tableau 43 Prévisions des engrais par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Quantité (tonnes)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	8 131,7	6 171 960 300
Cascades	5 471,7	4 153 020 300
Centre	2 759,7	2 094 612 300
Centre-Est	3 643,7	2 765 568 300
Centre-Nord	3 689,7	2 800 482 300
Centre-Ouest	4 052,7	3 075 999 300
Centre-Sud	3 184,7	2 417 187 300
Est	3 096,7	2 350 395 300
Hauts-Bassins	7 876,7	5 978 415 300
Nord	4 322,7	3 280 929 300
Plateau Central	2 804,7	2 128 767 300
Sahel	1 976,7	1 500 315 300
Sud-Ouest	3 572,7	2 711 679 300
Total	54 584,1	41 429 331 900

Source : DGESS/MARAH, janvier 2025

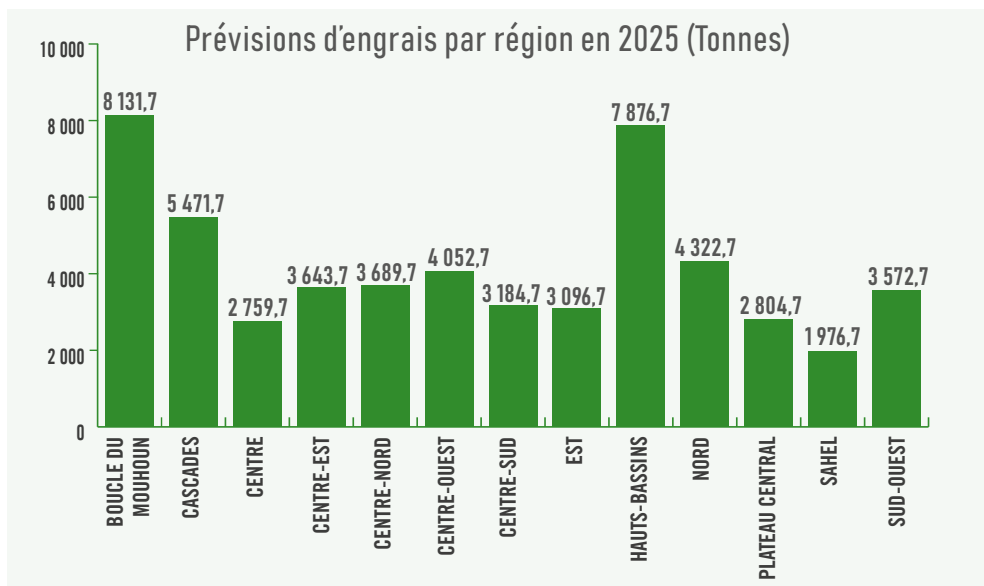


Tableau 44 Répartition des équipements agricoles par région en 2022 et 2023

Régions	Equipements agricoles			
	Réalizations 2022	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	998	40	0	0,0%
Cascades	103	24	0	0,0%
Centre	76	24	0	0,0%
Centre-Est	29	26	3	11,5%
Centre-Nord	16	22	0	0,0%
Centre-Ouest	291	46	80	173,9%
Centre-Sud	135	27	3	11,1%
Est	213	28	0	0,0%
Hauts-Bassins	286	39	0	0,0%
Nord	122	18	8	44,4%
Plateau Central	29	24	0	0,0%
Sahel	3	18	0	0,0%
Sud-Ouest	18	25	3	12,0%
Total	2 319	361	97	26,9%

Source : DGESS/MARAH, janvier 2025

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 45 Prévisions des équipements agricoles par région en 2025

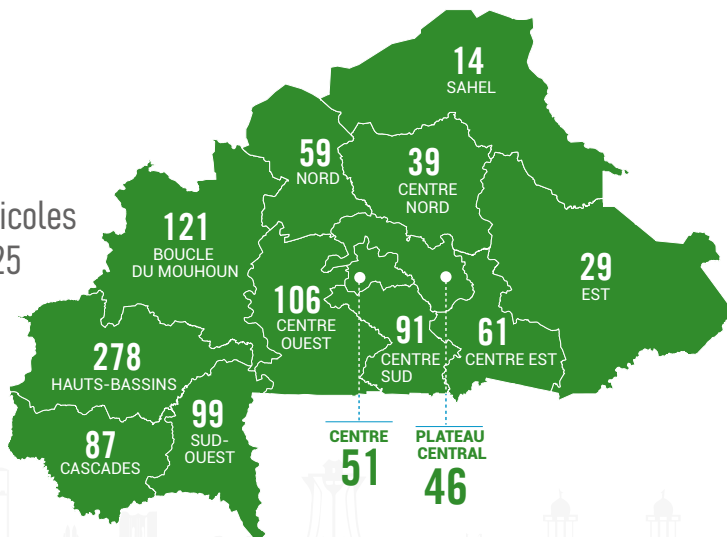
Régions	Prévisions 2025	
	Bénéficiaires	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	121	556 955 861
Cascades	87	400 455 867
Centre	51	234 749 991
Centre-Est	61	280 779 401
Centre-Nord	39	179 514 699
Centre-Ouest	106	487 911 746
Centre-Sud	91	418 867 631
Est	29	133 485 289
Hauts-Bassins	278	1 279 617 598
Nord	59	271 573 519
Plateau Central	46	211 735 286
Sahel	14	64 441 174
Sud-Ouest	99	455 691 159
Total	1 081	4 975 779 221

Source : DGESS/MARAH, janvier 2025

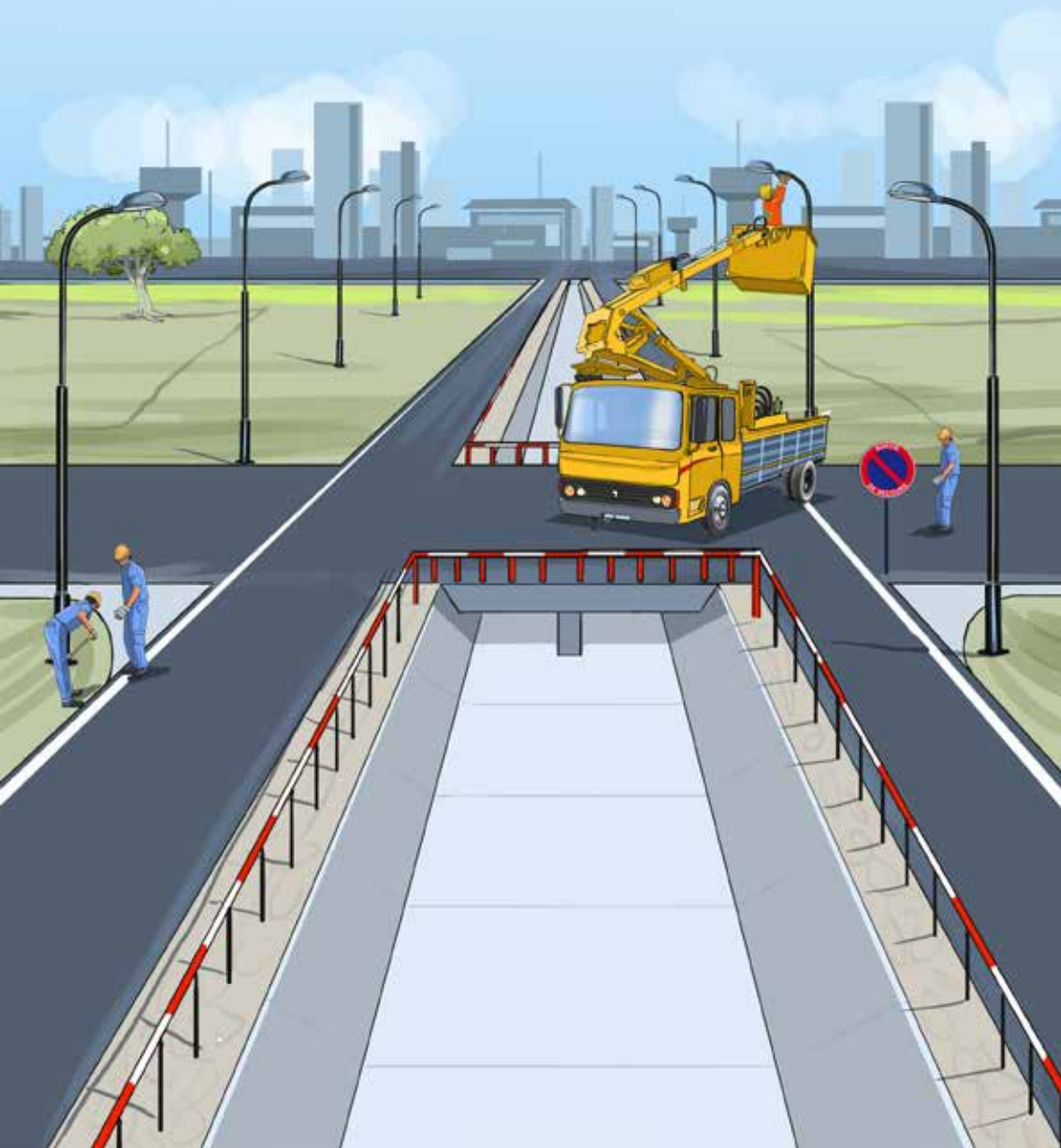


Prévisions des
équipements agricoles
par région en 2025

TOTAL : 1 081



INFRASTRUCTURES ET DÉSENCLAVEMENT



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

INDICATEURS

Tableau 46 Evolution de quelques indicateurs clés entre 2022 et 2025

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2022	2023	2024	2025
1	Proportion de routes bitumées (en %)	26,7	26,7	29,0	33,5
2	Proportion de pistes rurales aménagées (en %)	36,3	36,6	38,2	40,0
3	Proportion de pistes rurales entretenues (en %)	9	28,2	12,0	14,0
4	Proportion de routes en bon état (en %)	16,4	14,1	29,6	34,0

Source : DGESS/MID, janvier 2025

Réalizations 2023 et 2024 (au 31 octobre) et prévisions 2025

Tableau 47 Réalisations physiques de pistes rurales par région en 2023 et 2024 (en Km)

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	0,0	55,7	0,0	0,0%
Cascades	0,0	16,7	0,0	0,0%
Centre	15,5	21,0	21,0	100,0%
Centre-Est	44,6	43,2	0,0	0,0%
Centre-Ouest	21,6	58,2	0,0	0,0%
Centre-Sud	25,5	65,1	23,7	36,4%
Est	42,7			-
Nord	0,0	25,0	0,0	0,0%
Plateau Central	0,0	82,0	21,2	25,9%
Sud-Ouest	22,0	92,4	13,6	14,7%
Total	171,9	475,2	79,5	16,7%

Source DGESS/MID, janvier 2025

Tableau 48 Prévisions de pistes rurales par région en 2025

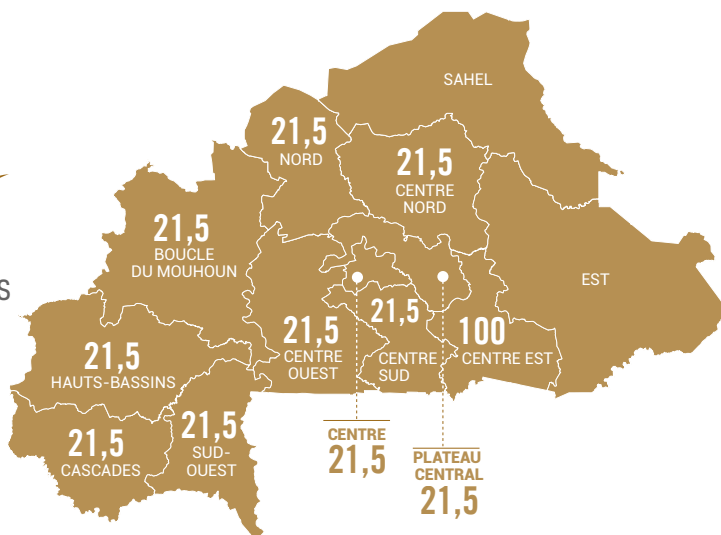
Régions	Prévisions 2025	
	Longueur (en Km)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	21,5	818 000 000
Cascades	21,5	818 000 000
Centre	21,5	818 000 000
Centre-Est	100,0	4 000 000 000
Centre-Nord	21,5	818 000 000
Centre-Ouest	21,5	818 000 000
Centre-Sud	21,5	818 000 000
Hauts-Bassins	21,5	818 000 000
Nord	21,5	818 000 000
Plateau Central	21,5	818 000 000
Sud-Ouest	21,5	818 000 000
Total	314,5	12 180 000 000

Source : DGESS/MID, janvier 2025



Prévisions de pistes rurales par région en 2025 (Km)

TOTAL : 314,5



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

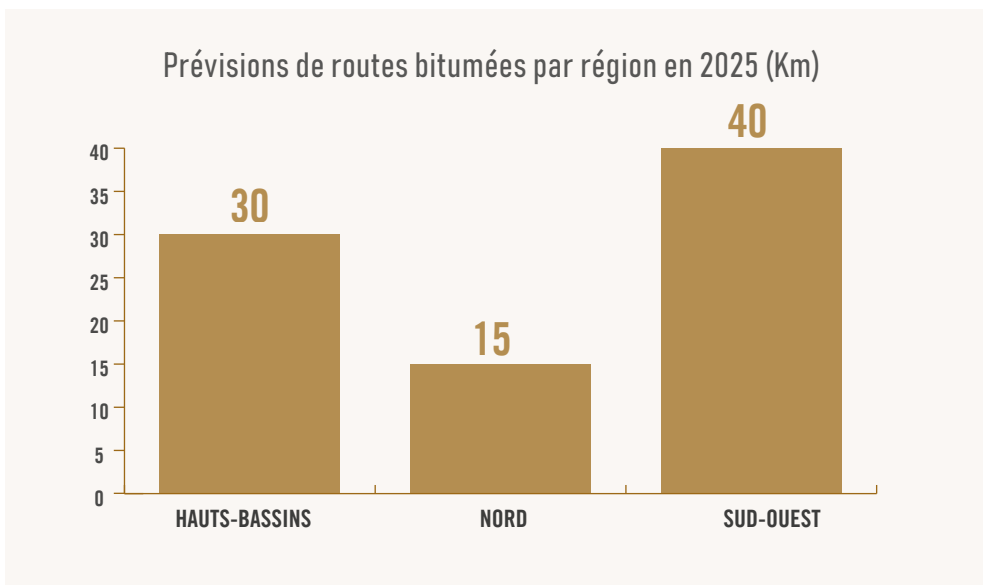


En 2023 et 2024 aucun projet de bitumage n'a été réalisé au 31 octobre 2024 du fait de la situation sécuritaire.

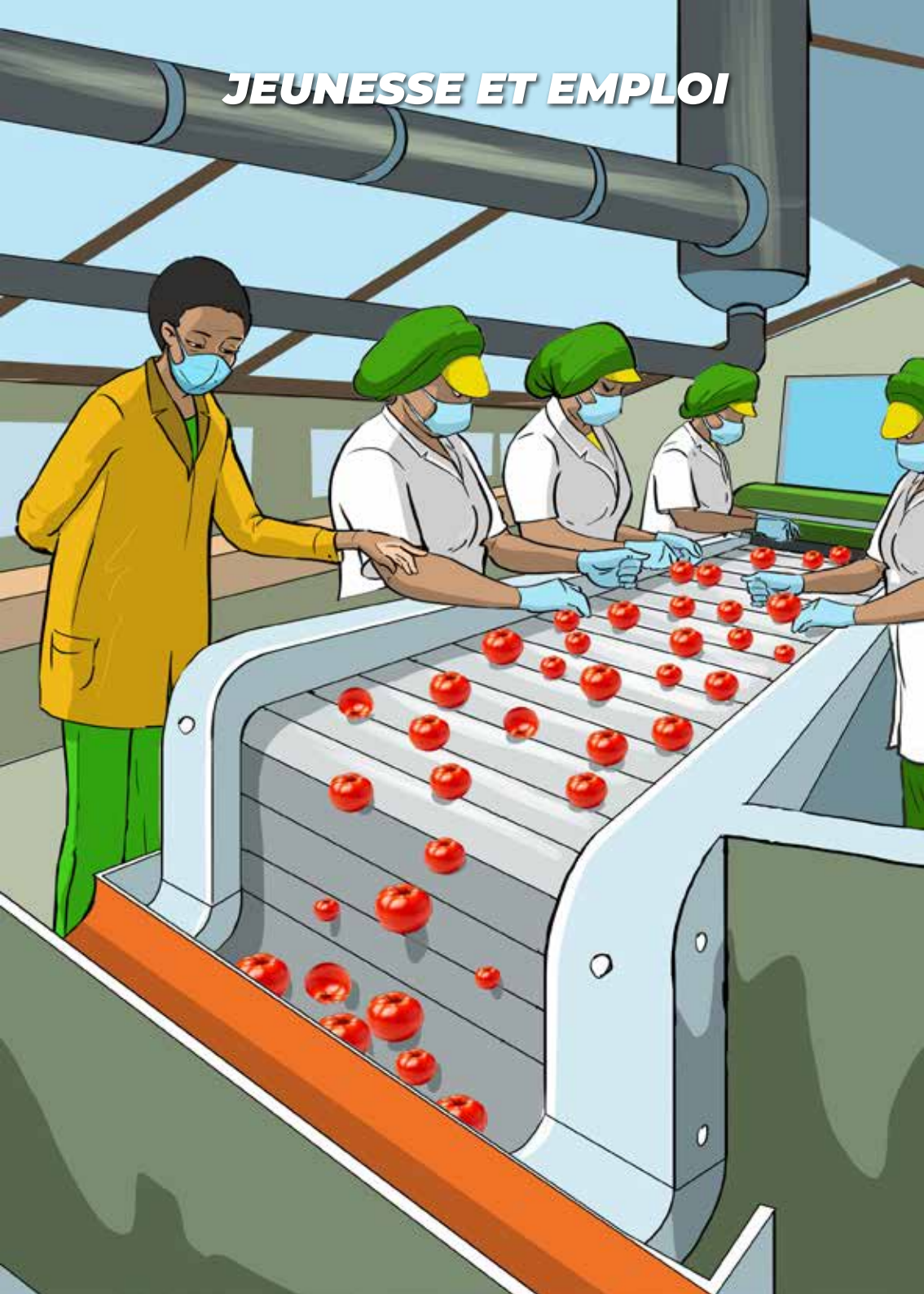
Tableau 49 Prévisions de routes bitumées par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Longueur (km)	Coût total (en FCFA)
Hauts-Bassins	30	3 361 732 151
Nord	15	6 636 169 920
Sud-Ouest	40	11 607 144 401
Total	85	21 605 046 472

Source : DGESS/MID, janvier 2025



JEUNESSE ET EMPLOI



INDICATEURS

Tableau 49 Evolution de quelques indicateurs clés entre 2022 et 2025

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2022	2023	2024	2025
1	Effectifs des apprenants formés	8 048	5 730	5 760	1 979
2	Taux d'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi (en %)	34,7	35,0	35,4	35,4
3	Effectif des formés de la formation professionnelle	50 000	50 000	50 000	50 000
4	Nombre d'auto-emplois créés	6 000	6 000	7 200	5 895
5	Nombre d'emplois décents créés	34 791	50 000	50 000	50 000

Source : DGESS/MSJE, janvier 2025

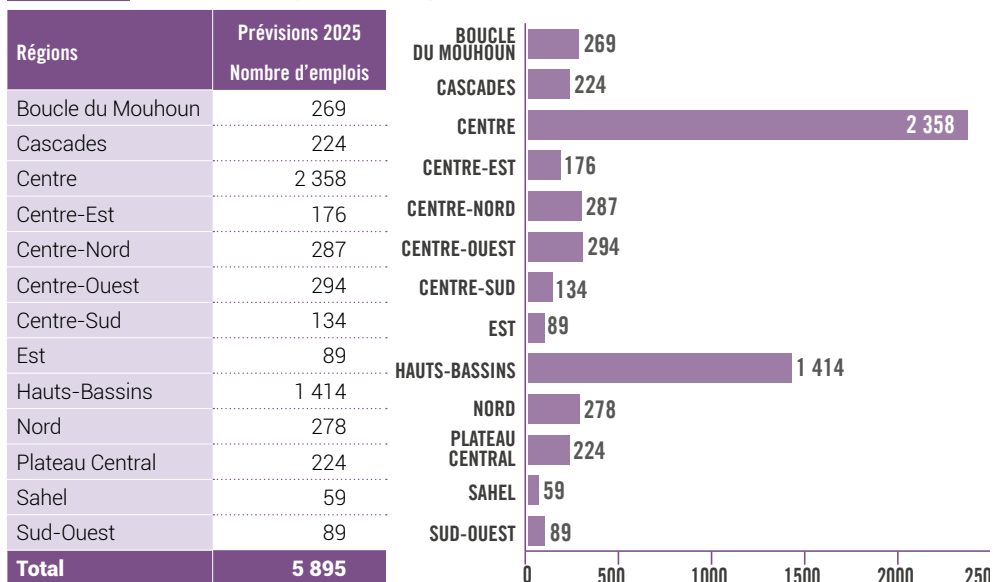
Réalizations 2023 et 2024 (au 31 octobre) et prévisions 2025

Tableau 50 Nombre d'emplois créés par région en 2023 et 2024

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	88	220	96	43,6%
Cascades	225	208	24	11,5%
Centre	535	5 544	935	16,9%
Centre-Est	148	310	222	71,6%
Centre-Nord	72	250	135	54,0%
Centre-Ouest	99	300	204	68,0%
Centre-Sud	56	230	0	0,0%
Est	25	245	0	0,0%
Haut-Bassins	243	3296	197	6,0%
Nord	124	298	83	27,9%
Plateau Central	127	205	0	0,0%
Sahel	20	35	0	0,0%
Sud-Ouest	98	99	34	34,3%
Total	1 860	11 240	1 930	17,2%

Source : DGESS/MSJE, janvier 2025

Tableau 51 Prévisions d'emplois à créer par région en 2025



Source : DGESS/MSJE, janvier 2025

Tableau 52 Nombre de jeunes formés par région en 2023 et 2024

Régions	Réalizations 2023	2024		
		Prévisions	Réalizations au 31 octobre	Taux
Boucle du Mouhoun	254	457	0	0,0%
Cascades	167	300	0	0,0%
Centre	909	7 600	571	7,5%
Centre-Est	225	630	107	17,0%
Centre-Nord	187	550	0	0,0%
Centre-Ouest	95	430	104	24,2%
Centre-Sud	195	280	0	0,0%
Est	211	200	0	0,0%
Haut-Bassins	821	1 260	198	15,7%
Nord	174	480	0	0,0%
Plateau Central	701	350	0	0,0%
Sahel	79	30	0	0,0%
Sud-Ouest	222	100	0	0,0%
Total	4 240	12 667	980	7,7%

Source : DGESS/MSJE, janvier 2025

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 53 Prévisions de nombre de jeunes à former par région en 2025

Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	3 633	101 186 438
Cascades	2 654	73 917 157
Centre	5 417	150 851 341
Centre-Est	4 138	115 227 217
Centre-Nord	1 950	54 306 483
Centre-Ouest	5 042	140 407 787
Centre-Sud	3 092	86 101 304
Est	3 204	89 234 370
Hauts-Bassins	10 938	304 603 670
Nord	1 758	48 968 666
Plateau Central	3 296	91 787 239
Sahel	2 163	60 224 497
Sud-Ouest	2 715	75 657 750
Total	50 000	1 392 473 919

Source : DGESS/MSJE, janvier 2025



Nombre de jeunes
à former par région
en 2025

TOTAL : 50 000

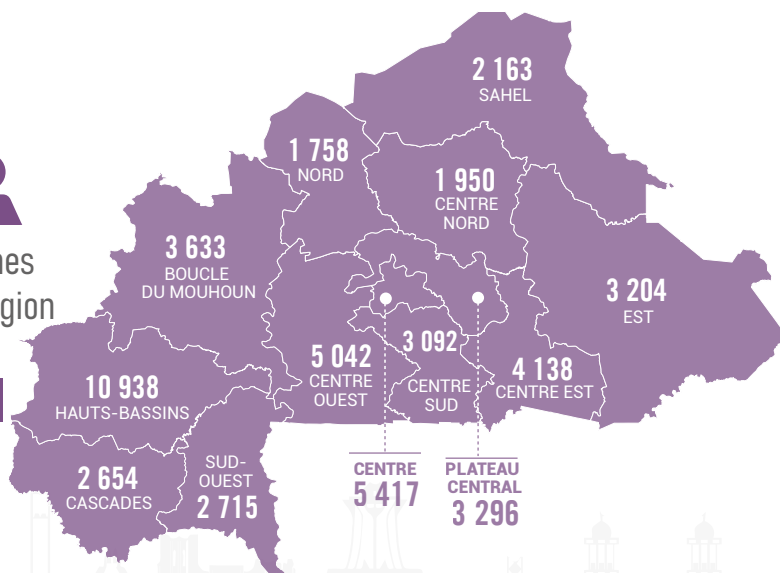


Tableau 54 Bénéficiaires de financement par région en 2023 et 2024

Régions	Réalizations 2023		2024			
	Effectifs	Financement (en FCFA)	Prévisions	Réalizations au 31 octobre		
				Effectifs	Financement (en FCFA)	Taux
Boucle du Mouhoun	190		457	67	106 300 000	14,7%
Cascades	89		300	21	57 600 000	7,0%
Centre	1 455		7 600	1 654	3 421 600 000	21,8%
Centre-Est	91		630	123	790 200 000	19,5%
Centre-Nord	74		550	66	124 550 000	12,0%
Centre-Ouest	142		430	52	207 200 000	12,1%
Centre-Sud	80		280	0	0	0,0%
Est	48		200	0	0	0,0%
Haut-Bassins	241		1 260	210	652 000 000	16,7%
Nord	65		480	63	46 250 000	13,1%
Plateau Central	150		350	0	0	0,0%
Sahel	56		30	0	0	0,0%
Sud-Ouest	78		100	31	207 900 000	31,0%
Total	2 759		12 667	2 287	5 613 600 000	18,1%

Source : DGESS/MSJE, janvier 2025



BUDGET CITOYEN **2025**
Comprendre pour agir !

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Tableau 55 Prévisions d'effectifs de jeunes à financer en 2025

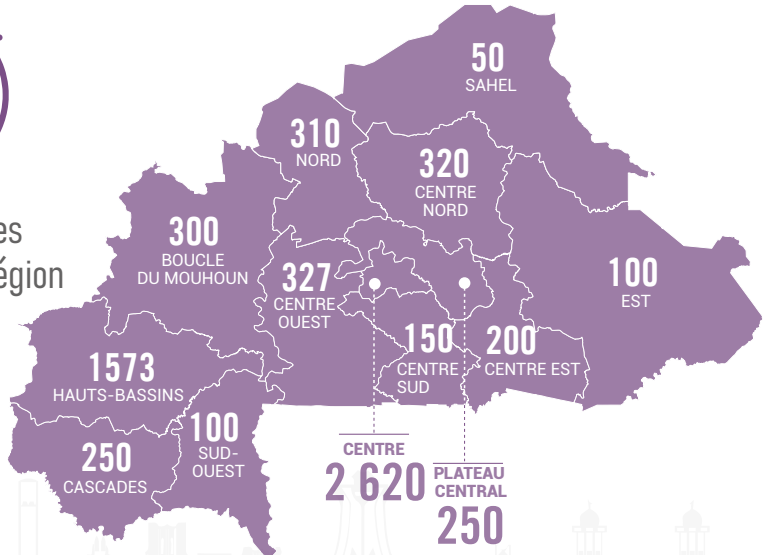
Régions	Prévisions 2025	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	300	256 704 000
Cascades	250	244 510 560
Centre	2 620	2 567 040 000
Centre-Est	200	203 437 920
Centre-Nord	320	313 178 880
Centre-Ouest	327	320 238 240
Centre-Sud	150	141 187 200
Est	100	97 547 520
Hauts-Bassins	1573	1 540 224 000
Nord	310	303 552 400
Plateau Central	250	244 510 560
Sahel	50	87 921 200
Sud-Ouest	100	97 547 520
Total	6 550	6 417 600 000

Source : DGESS/MSJE, janvier 2025



Nombre de jeunes
à financer par région
en 2025

TOTAL : 6 550





BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

05

**MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR
UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE
L'ETAT, EXERCICE 2025**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

Les mesures d'accompagnement qui devraient permettre une bonne exécution du budget de l'Etat, exercice 2025, portent aussi bien sur les recettes que sur les dépenses.



En matière de recettes

Il s'agira de poursuivre la modernisation des procédures au niveau des régies de recettes, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration du rendement de l'impôt. A cet effet, les principales actions suivantes seront mises en œuvre :

- la mise en place d'une fiscalité adaptée à l'économie numérique ;
- la digitalisation continue des procédures fiscales et la promotion des téléprocédures ;
- la meilleure fiscalisation de l'artisanat minier à travers une approche nationale et communautaire ;
- l'interconnexion du système informatique douanier avec celui du Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA) ;
- l'informatisation de tous les offices de douanes.



Concernant les dépenses

Il s'agira de poursuivre les actions de maîtrise de l'évolution des charges pour créer plus d'espaces budgétaires pour la couverture des dépenses d'investissements.

Aussi, les projets et programmes d'investissements prioritaires seront identifiés et feront l'objet de suivi afin d'assurer une réalisation efficace. Dans ce sens, une attention particulière sera accordée à l'achèvement des chantiers prioritaires au niveau des secteurs sociaux, de production et de soutien à la production en vue de capitaliser leur impact sur les populations bénéficiaires.



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

06

ACTEURS D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT ET LEURS ROLES

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.



GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉLABORATION
DU DP8EP 2024-2027

RECETTES

DÉPENSES

CADRAGE
MACROÉCONOMIQUE

PROJET DE BUDGET DE L'ÉTAT
2024-2027



ACTEURS D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT ET LEURS ROLES

L'élaboration du budget de l'Etat est un processus impliquant plusieurs acteurs aussi bien de l'exécutif que du législatif.

Au niveau de l'exécutif, il s'agit principalement du Président du Faso, du Premier ministre, du Gouvernement, du Ministre chargé des Finances, des autres Ministres et Présidents d'Institutions.

Au niveau du législatif, il s'agit du Parlement, de sa Commission des finances et du budget (COMFIB) et des sous-commissions sectorielles.

Chacun de ces acteurs joue un rôle spécifique et essentiel pour garantir que le budget reflète les priorités nationales tout en assurant le respect des principes en matière de gestion des finances publiques.



Président du Faso

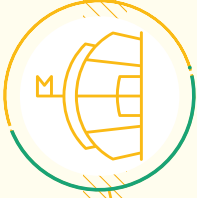
- définit la politique du Gouvernement en matière budgétaire
- donne les orientations pouvant permettre d'atteindre les objectifs de cette politique dans la circulaire budgétaire
- promulgue la Loi de finances après son adoption par le Parlement



Premier Ministre

- coordonne la mise en œuvre de la politique budgétaire du Président du Faso

GOVERNEMENT



- ▶ examine l'Avant-projet de budget à travers le Conseil de Gouvernement ;
- ▶ adopte l'Avant-projet de budget à travers le Conseil des Ministres.

Ministre chargé des Finances

coordonne l'ensemble des activités entrant dans le cadre de l'élaboration du budget de l'Etat conformément à ses attributions.

DGEP

- ▶ définit les priorités du budget en élaboration en lien avec le Référentiel national de développement ;
- ▶ projette l'évolution des agrégats macro-économiques (PIB, Inflation, Encours de la dette publique, Recettes, Dépenses, etc.) pour les trois années à venir sur la base d'hypothèses précises.

DGB

- ▶ coordonne l'élaboration du cadrage budgétaire qui permet de déterminer entre autres les enveloppes de référence des Ministères et Institutions (M&I) pour l'élaboration de leurs DPPD ;
- ▶ élabore la circulaire budgétaire qui notifie les enveloppes de référence et donne les grandes orientations pour l'élaboration des DPPD ;
- ▶ prépare la tenue du Débat d'orientation budgétaire ;
- ▶ assure la budgétisation des investissements publics ;
- ▶ accompagne les M&I dans l'élaboration de leurs DPPD ;
- ▶ analyse les DPPD des M&I ;
- ▶ organise les conférences budgétaires (phase technique et ministérielle) ;
- ▶ prend en charge les activités de finalisation de l'avant-projet et du projet de Loi de finances initiale ;
- ▶ suit les activités d'examen du projet de Loi de finances initiale au Parlement.

Ministres/ Présidents d'Institutions

- ▶ définit les orientations de son département/institution pour l'année à venir en lien avec celles de la circulaire budgétaire ;
- ▶ procède à la répartition des enveloppes budgétaires par programme ;
- ▶ participe aux conférences budgétaires (phase ministérielle) ;
- ▶ participe aux séances d'auditions des Ministres et Présidents d'institution par la COMFIB.

Responsable de Programme (RP)

- ▶ formule la stratégie du programme ;
- ▶ organise et anime le processus budgétaire au niveau du programme ;
- ▶ procède à l'arbitrage des activités conformément aux crédits budgétaires arrêtés pour le programme ;
- ▶ élabore le Projet annuel de performance (PAP) du programme.

DGF/DAAF

- ▶ centralise les affectations des crédits effectués par les RP ;
- ▶ s'assure de la saisie des affectations dans le système d'information ;
- ▶ coordonne les activités de finalisation du DPPD du ministère/institution.

Regies de recettes (DGI, DGD, DGTCP)

- ▶ proposent des dispositions fiscales du projet de loi de finances initiale ;
- ▶ projettent les prévisions de recettes sur une période triennale ;
- ▶ projettent les prévisions de ressources et de charges de trésorerie ;

DGCOOP

- ▶ détermine les prévisions des appuis budgétaires sur la base des conventions en cours et des annonces fermes sur une période triennale ;
- ▶ veille à la prise en compte des engagements conclus avec les Partenaires techniques et financiers.

DGESS

- ▶ identifie les priorités du département en lien avec le référentiel national de développement
- ▶ coordonne l'élaboration des PAP des programmes ;
- ▶ coordonne l'élaboration du Programme d'investissements publics (PIP) du ministère.

DRH

- ▶ contribue à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère/institution.



PARLEMENT

examine et vote le projet de budget soumis par le Gouvernement

Sous-commissions sectorielles

- ▶ auditionnent les régies de recettes ;
- ▶ auditionnent les équipes techniques des ministères et Institutions ;
- ▶ élaborent un rapport à l'attention de la COMFIB.

COMFIB

- ▶ examine les DPPD des ministères et Institutions ;
- ▶ auditionne les Ministres et les Présidents d'Institutions ;
- ▶ effectue les arbitrages sur le projet de Loi de finances initiale ;
- ▶ élabore le rapport général en vue du vote du projet de budget.



BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025
BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025
BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025 BUDGET CITOYEN 2025

ANNEXES

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale.

ANNEXE 1 Prévisions des Comptes d'affectation spéciale (CAS) 2024-2025 (en milliers de FCFA)

INTITULE DU COMPTE	PREVISIONS CORRIGÉES 2024	PREVISIONS INITIALES 2025	VARIATION	
			MONTANT	TAUX
Compte spécial n° 126 « Fonds de soutien au développement de l'enseignement de base »	7 884 054	2 500 000	-5 384 054	-68,3%
Compte spécial n° 127 « Cantines scolaires du secondaire »	198 450	152 000	-46 450	-23,4%
Compte spécial n° 128 « Fonds d'appui au développement du système de santé »	43 200	41 000	-2 200	-5,1%
Compte spécial n° 129 « Fonds de soutien à la modernisation de l'administration publique »	2 959 324	3 092 837	133 513	4,5%
Compte spécial n° 130 « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso »	914 164	698 890	-215 274	-23,5%
Compte spécial n° 131 « Fonds de développement de la statistique »	185 157	185 157	0	0,0%
Compte spécial n° 132 « Cadastre fiscal »	75 000	75 000	0	0,0%
Compte spécial n° 142 « Remboursement crédits TVA »	176 693 368	125 000 000	-51 693 368	-29,3%
Compte spécial n° 143 « Approvisionnement en Eau et Assainissement »	63 208 863	63 208 863	0	0,0%
Compte spécial n° 144 « Appui à la formation professionnelle »	4 614 563	381 000	-4 233 563	-91,7%
Compte spécial n° 154 « Fonds d'assurance en matière de publicité foncière »	605 000	605 000	0	0,0%
Compte spécial n° 155 « Fonds de Soutien Patriotique »	150 000 000	150 000 000	0	0,0%
Compte spécial 156 « Programme pour la Résilience, la Gouvernance Locale et les services de base (PREGOLS) »	10 244 050	14 000 000	3 755 950	36,7%
TOTAL	417 625 193	359 939 747	-57 685 446	-13,8%

Source : DGB/MEF, janvier 2025

ANNEXE 2 Evolution de l'encours de la dette publique sur la période 2023-2025 (en milliards de FCFA)

Rubriques	Situation		Projections	
	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	31/12/2025
Dette extérieure	2 966,60	3 114,30	3 549,90	3 959,20
Multilatérale	2 644,1	2 762,8	3 161,4	3 534,7
Bilatérale	257,6	250,1	278,5	303,8
Dette commerciale	64,9	65,3	72,1	80,9
Detenteurs de Titres	-	36,1	37,9	39,8
Dette intérieure	3 980,8	4 199,0	4 673,6	5 816,8
Institutions Financières	719,4	758,6	825,1	899,3
Institutions non Financières	34,8	40,3	46,7	54,2
Marché Monétaire et Financier	3 226,6	3 397,5	3 798,7	4 859,5
Autres Créanciers	-	2,6	3,1	3,8
Total général	6 947,4	7 313,3	8 223,5	9 776,0
PIB nominal	12 328,3		13 179,1	14 313,2
Encours dette publique/PIB	56,4%		62,4%	68,3%

Source : DGEPC CPC janvier 2025



BURKINA FASO
LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS



LE BUDGET CITOYEN 2025

Disponible en numérique sur
www.dgb.gov.bf

ANNEXE 3 Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat

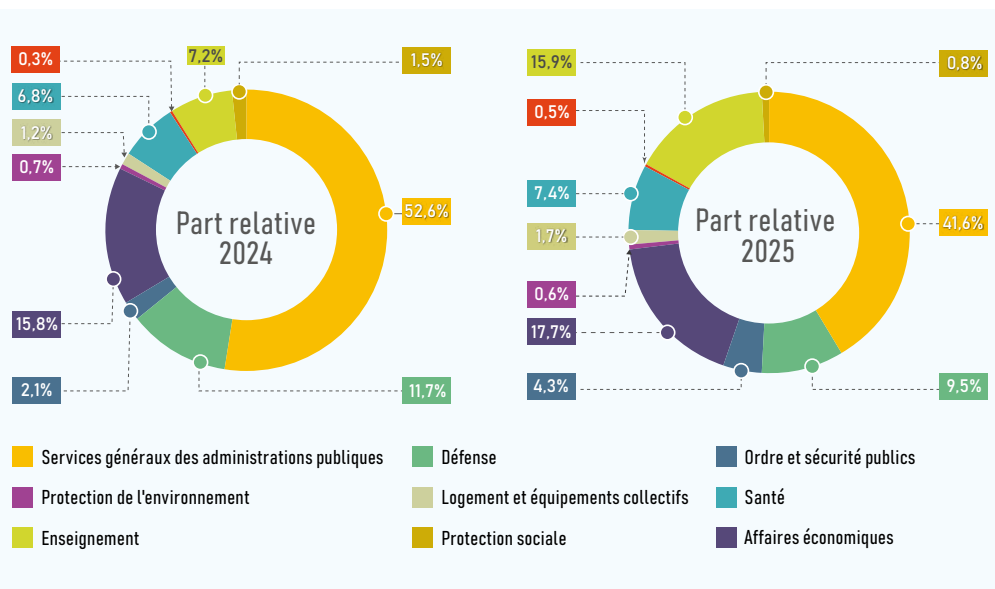
Phases	Activités	Acteurs	Calendrier
 <p>Cadrage budgétaire</p>	Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires	DGEP/MEF	Janvier – Février
	Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire.	DGB/MEF	Mars-Avril
	Notification des enveloppes sectorielles aux ministères et aux institutions à travers la circulaire budgétaire.	DGB/MEF	Mai
	Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions.	Ministères et Institutions	Mai – Juin
 <p>Conférences budgétaires</p>	Examen technique des DPPD des ministères et des institutions.	DGB/MEF	Juin
	Arbitrage des DPPD des ministères et institutions	MEF	Juillet
	Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances	Gouvernement	Septembre
	Adoption de l'avant-projet de loi de finances	Conseil des ministres	
 <p>Vote</p>	Dépôt du projet de loi de finances	Ministère en charge des relations avec le Parlement	Septembre
	Examen par la Commission des finances et du budget (COMFIB) et vote du projet de loi de finances	Parlement	Octobre-Décembre
 <p>Promulgation</p>	Prise d'un décret de promulgation de la loi de finances	Président du Faso	Décembre

Source : DGB/MEF, janvier 2025

ANNEXE 4 Présentation du budget de l'Etat selon l'objet socio-économique de la dépense (classification fonctionnelle) en 2024 et 2025 (en milliers de FCFA)

Libellés	2024 (LFR)		2025	
	Prévision	Part relative	Prévision	Part relative
01 Services généraux des administrations publiques	1 949 884 192	52,6%	1 501 435 483	41,6%
02 Défense	435 060 984	11,7%	342 877 099	9,5%
03 Ordre et sécurité publics	79 158 004	2,1%	156 922 015	4,3%
04 Affaires économiques	584 657 786	15,8%	640 809 925	17,7%
05 Protection de l'environnement	25 719 758	0,7%	20 786 151	0,6%
06 Logement et équipements collectifs	45 760 904	1,2%	60 598 332	1,7%
07 Santé	251 055 692	6,8%	267 751 866	7,4%
08 Loisirs, culture et culte	12 827 212	0,3%	18 934 907	0,5%
09 Enseignement	265 352 664	7,2%	574 503 395	15,9%
10 Protection sociale	56 647 697	1,5%	27 653 468	0,8%
Total général	3 706 124 893	100,0%	3 612 272 641	100,0%

Source : DGB/MEF, janvier 2025



ANNEXE 5 Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités territoriales de 2023 à 2025 (base LFI) (en milliers de FCFA)

STRUCTURES BENEFICIAIRES	2023	2024	2025
Ressources liées aux compétences transférées	34 585 243	37 855 063	36 789 398
Enseignement de base	27 673 536	28 410 636	26 466 496
Santé	6 284 150	6 284 150	6 284 150
Eau potable et Assainissement	352 474	2 783 698	3 590 000
Sports et loisirs	30 456	30 456	30 456
Culture et tourisme	29 627	69 627	90 000
Jeunesse et Emploi	50 000	50 000	50 000
Action sociale et solidarité Nationale	45 000	95 000	195 000
MARAH	0	48 200	0
MICA	0	83 296	83 296
MEF	120 000	0	0
Autres appuis à la décentralisation	320 247 095	440 184 237	287 153 422
Dotations globales	6 774 000	6 774 000	2 032 200
Dotation aux régions	1 354 800	1 354 800	406 440
Dotation aux communes	5 419 200	5 419 200	1 625 760
Subvention (Taxe sur les produits pétroliers)	12 543 000	14 111 808	14 983 013
Rémunération ex-agents des provinces	350 000	350 000	250 000
Droit de tirage Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales (FPDCT)	2 000 000	1 000 000	750 000
Mesures Sociales (HIMO)	500 000	500 000	30 000
Appui aux brigades vertes (Ouaga et Bobo)	1 200 000	1 200 000	1 200 000



ANNEXE 5 Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités territoriales de 2023 à 2025 (base LFI) (en milliers de FCFA)

STRUCTURES BENEFICIAIRES	2023	2024	2025
Projets et programmes	246 370 297	362 702 708	217 398 411
Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL)	7 051 005	4 844 376	2 322 716
Programme d'urgence pour le Sahel (PUS)	66 300	66 300	31 000
Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR)	18 945 919	25 764 802	468 750
Projet communautaire de résilience et de stabilisation dans le Sahel (PCRSS)	7 111 950	8 808 950	1 505 822
Projet national de développement rural productif (PNDRP)	125 000	0	-
Autres projets et programmes	213 070 123	323 218 280	213 070 123
Fiscalité partagée	11 598 798	14 095 721	11 598 798
Fonds minier de développement local (MINES) 20% des royalties	38 911 000	39 450 000	38 911 000
Structures d'appui à la décentralisation	583 931	679 976	780 625
Commission technique interministérielle (CTI)	203 496	202 183	137 970
Comité national de la coopération décentralisée (CNCD)	14 967	13 507	1 044
Conférence nationale de la décentralisation (CONAD)	15 036	15 036	-
Commission nationale des finances locales (CONAFIL)	30 337	29 250	27 014
Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF)	50 000	50 000	50 000
Association des régions du Burkina Faso (ARBF)	50 000	50 000	50 000
Commission nationale d'aménagement et de développement durable du territoire (CNADDT)	20 000	20 000	8 500
Etude réalisation SNADDT/SRADDT	0	100 000	10 725
Fonctionnement du FPDCT	200 095	200 000	495 372
Total général	355 416 269	478 719 276	324 723 445
Part du budget transférée aux collectivités territoriales	15,37%	17,23%	12,24%

Source : DGB/MEF, janvier 2025

ANNEXE 6 Quelques projets routiers programmés au titre de l'année 2025 (en milliers FCFA)

N°	Projets	Dotations initiales 2025
1	Construction et bitumage de la voie contournement de la ville de Ouaga	30 000 000
2	Construction de la Route régionale (RR) N°11 Kolinka-Fara-Pourra Carrefour	8 103 000
3	Projet de mobilité et de développement urbain des villes secondaires (PMDUVS)	6 890 421
4	Projet de réhabilitation des routes – Bobo-Banfora- Frontière de la Cote d'Ivoire et Banfora-Orodara (PRéBBO)	9 906 984
5	Renforcement de la route communautaire CU2A Gounghin-Fada-Piéga-frontière Niger	16 943 757
6	Projet régional de corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey	22 317 619
7	Construction et bitumage du boulevard des Tansoba entre l'intersection RN03 et l'échangeur du Nord (Rocade Nord)	10 868 519
8	Projet d'élargissement et de modernisation de la RN4 – section intersection RD152 – intersection RD40 y compris la voie d'accès à l'université THOMAS SANKARA	4 069 589
9	Projet de construction et de bitumage de la route nationale N°10 (RN 10) Tougan - Ouahigouya (94 KM)	2 360 982
Total général		111 460 871

Source : DGB/MEF, janvier 2025



Document à publier	Structure responsable de la diffusion	Date limite de publication	Canal	Justification	Champ	Observation
Le budget citoyen 2025	DGB	Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI	Radio	Partager l'information budgétaire avec un large public dans les langues locales (stations de radio locale, etc.)	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	La radio permet de toucher un plus grand public avec des moyens modestes (radio à pile, téléphone portable, etc.)
			Télévision	Partager l'information budgétaire avec un large public en mettant en évidence les images traduisant les ambitions affichées	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	En plus de renfermer certains avantages de la radio, la télé permet de toucher certains groupes (handicapés auditifs, etc.)
			Presse écrite	Partager l'information budgétaire à ceux qui ont un niveau minimum d'instruction	Administration, OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	L'archivage des journaux permet de relire et de partager les informations avec plusieurs personnes.
			Plateforme web d'accès	Permettre l'accès facile aux données budgétaires à travers les visualisations interactives	Accessibilité à internet	Elle permet de donner des statistiques analytiques, graphiques et de diffuser des capsules vidéos.



INFORMATIONS UTILES

REAGISSEZ À CE GUIDE

Pour télécharger ce document et trouver de plus amples informations sur la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025,



Visitez les sites web suivant :

www.dgb.gov.bf

https://budgetouvert.wordpress.com/category/documents_ibp/



Pour vos remarques, commentaires et suggestions sur le contenu du Budget Citoyen

Rendez-vous sur la page Facebook :

<https://www.facebook.com/dgbburkinafaso> ;

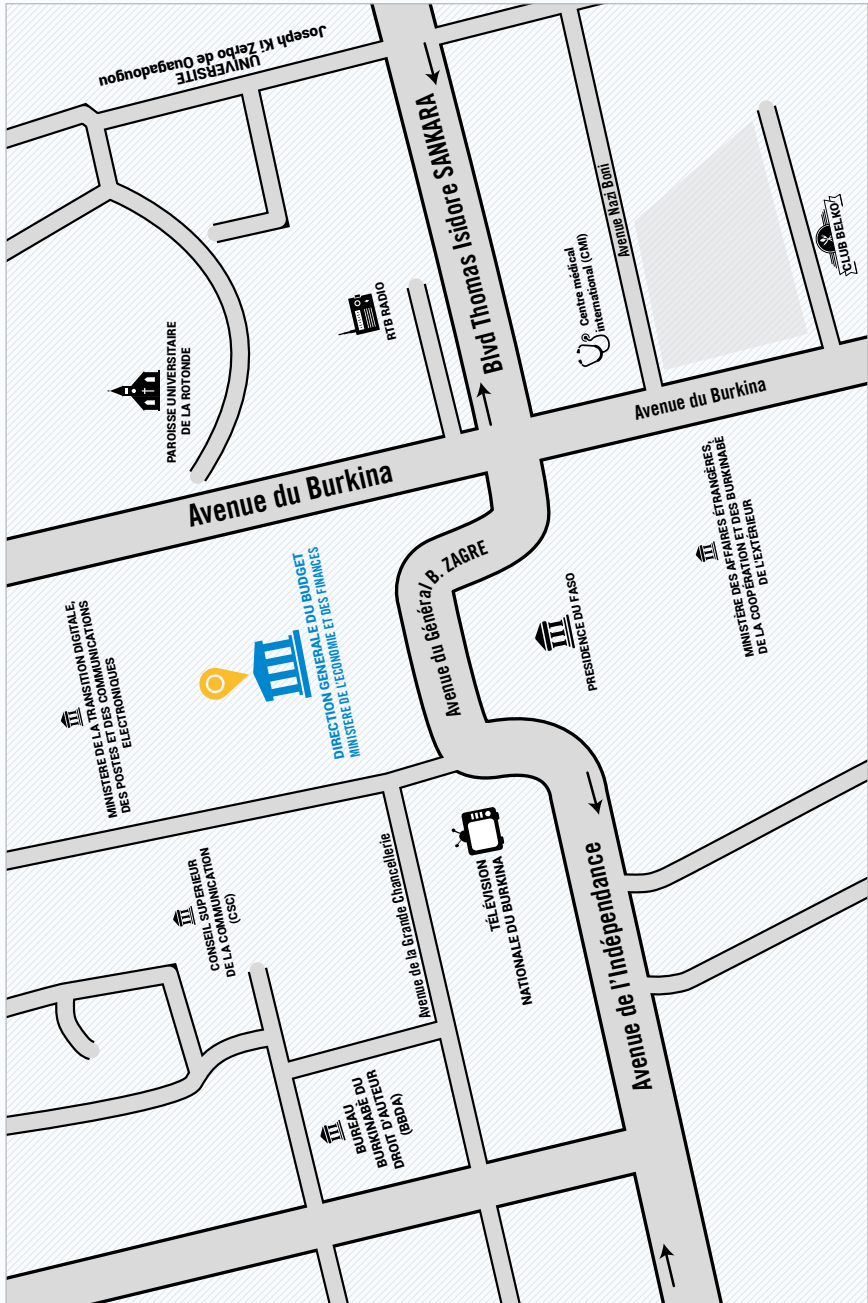
ou envoyez un mail à l'adresse : dgb@finances.gov.bf.

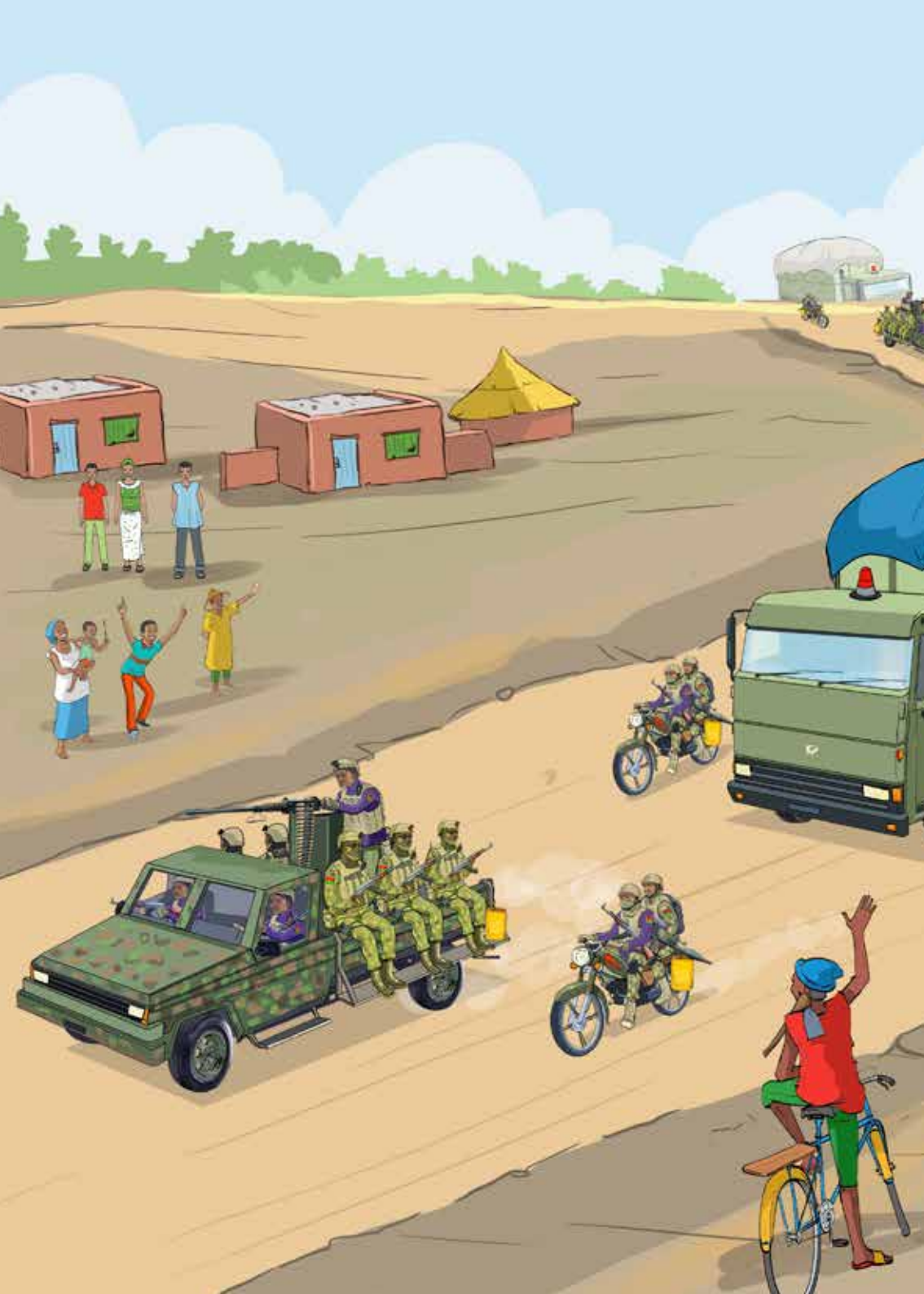
Pour toute autre information sur les finances publiques

Rendez-vous à la **Direction générale du budget** (DGB), située dans l'enceinte du Ministère de l'économie et des finances (MEF) sise Avenue du 11 Décembre face à la RTB télé.



SITUATION GEOGRAPHIQUE DE LA DGB







EQUIPE D'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN 2025

MEF

Superviseurs

COMPAORE/YONI M. S. Brigitte
SANFO Arouna

Président

BOUNDAGO Madi

Membres

BARRO Dramane
BASOLET Léon
DABOU Marc
GOJEM L. Hortense
KAFANDO W. Inès Marie M.
KABRE Isaac Fresnel Wenkouni
KOMBELEMSIGRI Clément P.
OUARMA Moussa
QUEDRAGO M. Frédéric
QUEDRAGO Ousmane
QUEDRAGO/TARNAGDA S. Olga
ROUAMBA Dominique

OSC

OUATTARA Karamoko
OUOBA Boukari

CONCEPTION GRAPHIQUE

BONTOGHO K. Modeste





BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS

© **DIRECTION GENERALE DU BUDGET**
Ministère de l'Economie et des Finances
Janvier 2025